

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Si la crise finissait..., par M. Fernand Baudhuin. — Le mouvement des salaires en Belgique, de 1922 à 1932. — La situation des établissements de crédit belges en 1931. — Chronique : Le mouvement de reprise. Les charges d'agent de change à la Bourse de New-York. La crise du sterling en Afrique du Sud. — Statistiques.

SI LA CRISE FINISSAIT...

par M. Fernand Baudhuin,

Professeur à l'Université de Louvain.

I

En ce mois de septembre 1932, l'horizon économique apparaît, pour la première fois depuis trois ans, sous un aspect sensiblement plus rassurant. Est-ce la fin de la crise ? Personne n'oserait s'y fier, et l'on ne peut encore parler que d'espairs. Mais enfin, si réellement on se trouvait à la veille d'une reprise, que devrait-on penser de l'évolution du phénomène en voie de disparition ? Que pourrions-nous raisonnablement attendre ? Ces questions ne sont pas sans importance ; la réponse à y faire peut influencer notre ligne de conduite.

Faisons donc un rêve, et imaginons que réellement la crise soit à son terme. Quelles pourraient être les manifestations et les conséquences de cet heureux événement ? Recherchons-le ici, en supposant une fois pour toutes que les symptômes observés depuis la mi-juillet ne soient pas trompeurs.

Constatons tout d'abord que s'il en est ainsi, le caractère périodique ou cyclique de la crise réapparaît. On trouverait dans ce fait la confirmation d'un diagnostic que nous avons proposé depuis assez longtemps déjà.

La crise économique proprement dite semblait arriver à son terme au début de 1931. Elle avait alors une durée à peu près normale, et divers symptômes de raffermissement étaient visibles dans certaines directions. Nous paraissions non loin du palier de stabilisation qui dans le cycle suit le brusque recul des prix et de l'activité, et précède la reprise. Mais alors, à partir de mai 1931 éclata une nouvelle crise, dans le domaine du

crédit. C'était un accident *sui generis*, qui eut son apogée après que, le 21 septembre, la livre sterling se déprécia. Les conséquences se matérialisèrent jusqu'au printemps de cette année ; le chômage, notamment, manifesta une nouvelle aggravation.

A partir du début du second semestre de 1932, on put considérer la crise de crédit comme virtuellement vaincue. Cette impression se fortifia ensuite de semaine en semaine. Et, semble-t-il, ainsi se trouvait écarté un gros obstacle à la reprise des affaires. Les forces de redressement, latentes mais vinculées après l'assainissement dû à la crise, furent enfin libérées. La crise évoluait et finissait comme les crises cycliques précédentes, sans nouvelle initiative de la part des hommes et de leurs gouvernements. Ainsi se trouve mise en défaut la conception de tant de faiseurs de plans de sauvetage, qui ne voyaient de salut que dans tel ou tel système nouveau.

La reprise boursière a précédé d'un mois ou deux les premiers indices d'amélioration des affaires : c'est une nouvelle confirmation du caractère essentiellement cyclique de la crise. Plaide dans le même sens le fait que c'est le marché des obligations qui s'est ébranlé le premier aux Etats-Unis ; ceci est conforme aux précédents.

Certes, en finissant maintenant, la crise donnerait encore aux économistes de l'avenir un sujet de controverses susceptible de les occuper pendant un quart de siècle. Mais dès maintenant serait à écarter une série d'explications imaginées en partant du principe que la crise actuelle constitue un accident sans précé-

dent, un tournant dans l'histoire de l'humanité. Personnellement, nous avons toujours répudié cette conception, mais nous savons qu'elle est partagée par un certain nombre de nos contemporains.

II

Si la crise est virtuellement finie, nous assisterons naturellement à l'accroissement progressif de la production. Et ce processus sera plus rapide que la régression du chômage, car le réveil de l'activité permettra de travailler d'une façon plus efficiente et d'améliorer le rendement par ouvrier.

Ceci pourrait faire craindre un nouvel accroissement des stocks et une rechute. Ne faut-il pas prévoir en effet, vu les difficultés que présente actuellement l'écoulement de la production, que tout accroissement de cette dernière ne détermine rapidement un nouvel engorgement des débouchés ?

Nullement, car la liquidation de la crise n'est pas une question de volume de la production globale. Au fur et à mesure que, pendant trois ans, la production a diminué, s'est-on rapproché de l'équilibre entre l'offre et la demande ? En aucune façon ; en réduisant l'activité, on a fatalement réduit le pouvoir d'achat, et par conséquent la demande de produits ; en augmentant la production, on augmentera les salaires et revenus de toutes espèces, et ainsi la demande de produits.

Nous avons donc la conviction que le monde enregistrera dans quelques années de nouveaux maxima dans le domaine de la production. On se demandera alors comment nous avons pu croire à une véritable surproduction générale, à un véritable excès de capacité de production. On se refusera à admettre que cette impression ait réellement prévalu en ce moment ; on trouvera qu'il n'y avait nul mérite à professer la thèse qui est aujourd'hui celle de tous les économistes professionnels, ou peu s'en faut, mais que répudient non seulement le grand public, mais aussi beaucoup d'hommes d'Etat et d'hommes d'affaires.

Toutefois, nous pensons que la répartition de la production globale sera modifiée. Il est possible que les chiffres relatifs aux principales matières premières et aux céréales, ne retrouveront pas d'ici longtemps leurs maxima antérieurs à la crise. C'est en ce qui les concerne, en effet, qu'il y avait véritablement surproduction, d'où est née la crise. Ces produits avaient largement bénéficié de la rationalisation et des avantages de la production en masse ; leurs prix de revient avaient été notablement réduits. En même temps, les industries consommatrices avaient tiré un parti beaucoup meilleur de leurs matières premières, ce qui devait en réduire la demande ; on avait, par exemple, doublé, en dix ans, la durée des pneus d'auto.

Il faut donc s'attendre, selon nous, au recul de la quotité représentée dans la production par les industries de base. Par contre, celle des produits finis, et des articles de luxe ou de demi-luxe, progressera plus rapidement. Le commerce, qui manipule principale-

ment les produits fabriqués, bénéficierait de la même impulsion.

Comme la production des objets manufacturés ou de consommation est moins bien connue que celle des matières premières, le relèvement de l'activité mondiale n'apparaîtra pas aussi nettement qu'il ne l'aurait fait sans cela. Il appartiendra aux statisticiens de dégager ce phénomène.

Faut-il dire que nous verrons de nouveau réapparaître le souci de rationalisation et de mécanisation ? Ainsi qu'on a pu le constater lors de chaque crise, cette préoccupation est passée au second rang depuis deux ou trois ans. L'abondance de la main-d'œuvre et le poids des charges financières résultant du renouvellement de l'outillage frappent davantage que la nécessité de toujours progresser. Mais demain il faudra reprendre les consignes d'hier. On les appliquera cependant avec plus de prudence, et en se gardant d'exagérer les possibilités immédiates des débouchés, et en n'aggravant pas inconsidérément les charges financières.

Nous reverrons également le souci de concentration industrielle. Mais on retiendra de la crise que cette concentration n'est recommandable que pour des ensembles et des productions bien homogènes. Il faut pour cela que la production en grande, en énorme série, soit réellement profitable, comme c'est le cas pour la construction des automobiles. Mais on n'améliore rien en juxtaposant deux affaires disparates, ou deux usines dont les installations ont pratiquement atteint leur rendement limite, étant donné la technique de cette industrie.

On retiendra aussi que l'on ne peut compter sur la constance du volume des débouchés. Il est dès lors à déconseiller de créer des usines dont le rendement n'est normal que si elles travaillent à pleine capacité. Une souplesse suffisante doit être prévue, et ceci est une limite de plus à la concentration et aux usines géantes. La crise a d'ailleurs montré que les entreprises de moyenne ou de petite importance résistaient mieux que les grands ensembles, qui cependant avaient des soutiens financiers de premier ordre. Ceci est dû sans doute à la moindre souplesse des derniers, et au fait qu'ils ont plus abusé du crédit.

III

Si la crise est virtuellement finie, que peut-on attendre en ce qui concerne la disparition du chômage ? Nous n'avons pas besoin de souligner l'importance de cette question.

Il est bien connu que le chômage évolue plus tard que les autres phénomènes faisant partie de la crise. Il commence après le déclenchement de cette dernière ; on a noté par exemple un retard de dix mois. En Belgique, il n'a fait son apparition qu'au printemps de 1930. Lors de la reprise, on a constaté parfois que le chômage continuait à croître, alors que l'amélioration générale est déjà sensible. Ceci provient de ce qu'alors la productivité ouvrière est rendue

meilleure, par le volume un peu plus grand de la production.

Si le début de la convalescence peut se placer en juillet 1932, il serait assez à prévoir que le chômage cyclique commence à diminuer à la fin de l'année. Mais on sera alors, dans le monde entier, devant une période d'augmentation saisonnière qui masquera l'amélioration fondamentale. En somme, le nombre des chômeurs, et la charge de leur indemnisation, ne diminueraient sensiblement qu'au printemps de 1933. La tendance peut cependant se dessiner auparavant, d'autant plus que l'aggravation récente du chômage était le résultat d'une crise de crédit, phénomène dont l'évolution est plus rapide que celle d'une crise économique.

Quant au chômage permanent, qui se rencontre en Angleterre et en Allemagne, il appelle, croyons-nous, des pronostics différents. Le chômage anglais, tel qu'il se présentait avant la crise, nous paraît bien dû au manque de souplesse des facteurs entrant dans les prix de revient britanniques, et en tout premier lieu au maintien des salaires trop élevés. L'adaptation aux conditions issues de la guerre ne s'est pas faite : telle doit être la cause profonde du malaise britannique.

La dévaluation de la livre va être la résultante de cet état de choses ; elle en sera aussi l'antidote. Elle réalisera la baisse des salaires, des tarifs et des revenus de toute espèce, dont le niveau trop élevé empêchait les produits anglais de se vendre, et dont le clichage avait été funeste. Nous serons, de ce fait, relativement optimiste en ce qui concerne le chômage spécifique ou « structurel » en Angleterre. La résorption serait facilitée par la reprise des affaires ; elle le sera aussi par le fait que nous arrivons au moment où, par suite du fléchissement de la natalité durant la guerre, l'afflux des jeunes ouvriers va sérieusement diminuer. Ceci n'est pas un gain définitif, à nos yeux, mais temporairement nous y trouverons une aide.

Quant au chômage technologique de l'Allemagne, il nous paraît impossible à expliquer en l'absence d'autres facteurs que ceux auxquels on se réfère toujours. Il est bien exact que par suite de la rationalisation un même nombre d'ouvriers produise pour une valeur plus grande, mais celle-ci se traduit par un pouvoir d'achat plus grand aussi. Si, estimé en valeur constante, une masse ouvrière a produit pour 12 milliards de marks au lieu de 10, ces 2 milliards supplémentaires auront eu une destination quelconque, ils auront été utilisés, c'est-à-dire qu'ils auront servi à des achats. Et ainsi il n'y aura pas eu de surproduction, ni de nécessité de réduire le personnel.

Le chômage technologique allemand ne se comprend donc que d'une façon : pour une raison ou l'autre, le revenu supplémentaire, résultant de la productivité plus grande, n'a pas provoqué la demande qui aurait permis de maintenir les effectifs ouvriers. Ce pouvoir d'achat est allé ailleurs, d'autres pays ou d'autres branches en ont profité. Ce fait résulte-t-il des entraves mises au commerce international, qui a paralysé l'exportation allemande ? Résulte-t-il des charges finan-

cières très considérables qui, jointes aux paiements de Réparations, distraient de l'Allemagne un trop grand pouvoir d'achat ? Nous ne nous prononcerons pas ici.

Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas à la durée de ce chômage technologique. Il faut certes quelque temps pour que la main-d'œuvre se dirige vers d'autres professions que celle en vue de laquelle elle s'est préparée. Mais de nos jours, on passe facilement d'un métier à un autre. Et en Allemagne comme en Angleterre, l'afflux des nouveaux travailleurs va fortement faiblir.

IV

Peut-on espérer que si la reprise des affaires devient une réalité, les graves problèmes qui se posent en matière de finances publiques seront si pas résolus, du moins largement facilités ?

En ce qui concerne les dépenses, la régression du chômage aura naturellement des conséquences très favorables. Mais, nous l'avons dit plus haut, il n'est pas permis d'escompter une sérieuse diminution avant le printemps prochain. En toute hypothèse, les charges du chômage demeureront très considérables en 1933 ; elles n'auraient pas entièrement disparu pour l'exercice suivant.

Du côté des recettes, un retard considérable doit être prévu également. Au début de la crise, on a pu voir que les impôts continuaient à donner des rentrées copieuses ; un retard analogue se marquerait en cas de reprise. L'examen de ce qui s'est passé nous donne d'utiles indications sur ce qui adviendrait si l'amélioration devenait une réalité.

Les premiers symptômes de la crise ont apparu au cours de l'été de 1929. Et c'est durant l'exercice 1930 que le rendement des impôts a atteint son maximum en Belgique, au point que le Gouvernement, suivi par le Parlement, a cru pouvoir opérer en juillet les dégrèvements importants dont on se souvient.

La taxe de transmission, il est vrai, a marqué un fléchissement dès la fin de 1929 ; mais les moins-values véritables ne se sont montrées qu'au dernier trimestre de 1930.

Il faut noter qu'en toute hypothèse on ne reverra plus, pour autant que l'on puisse humainement prévoir, le niveau des prix de 1929. Le retour à une activité normale s'accompagnerait sans doute d'une certaine hausse des prix ; mais elle ne reporterait pas le rendement des impôts indirects aux montants antérieurs à la crise.

Voilà pour les impôts indirects, dont certains pourraient donc accuser les conséquences heureuses de la reprise après quelques mois. Les choses se présentent moins bien pour les impôts directs. La contribution foncière n'a pas encore enregistré les effets de la crise ; par suite de la péréquation, son rendement continue à progresser. Tôt ou tard, nous assisterons au renversement de la tendance.

La taxe mobilière, alimentée par les dividendes principalement, a enregistré son maximum durant l'exercice 1930, alors que la crise durait déjà depuis un an.

En 1931, la diminution demeura encore modeste : un cinquième environ par rapport au maximum; par rapport aux exercices 1928 et 1929, le fléchissement était peu sensible. C'est seulement en 1932, troisième année de crise, que celle-ci affecte véritablement les recettes de la taxe mobilière. La taxe professionnelle accuse un retard à peine moins considérable.

Tout cela se comprend parfaitement. On dit que la crise commence dès que les commandes deviennent insuffisantes; mais pour beaucoup d'industries, pour le commerce et les banques, les bénéfices ne fléchissent sérieusement qu'après quelques mois, ce qui constitue déjà un retard appréciable sur l'évolution économique. Faut-il rappeler que l'exercice 1930 fut encore assez bon pour nos charbonnages ?

Les bénéfices réalisés ne sont alors distribués aux actionnaires, et imposés par le fisc, qu'un an après qu'ils ont été réalisés. C'est l'origine d'un nouveau retard.

Bref, il est dès maintenant certain que même si les indices de reprise ne nous trompent pas, les impôts sur les bénéfices rendront moins en 1933 qu'en 1932. Nous n'oserions même promettre une amélioration sensible, par rapport au rendement du présent exercice, avant 1935.

Quant au droit de succession, il traduit tout d'abord le délai de dix mois dont jouissent les redevables. Il est sensible au niveau des valeurs boursières, mais bien plus encore aux prix des immeubles. Ici encore, un retard prolongé se manifeste régulièrement. Du reste, on n'observe de fléchissement véritable dans le rendement de cet impôt que depuis le second semestre de 1931. Le produit du droit de succession se relèvera d'autant plus tard qu'une nouvelle baisse des immeubles bâtis n'est pas impossible, ou qu'en tout cas on ne peut en entrevoir la revalorisation à bref délai.

Ainsi donc, ces recettes fiscales enregistreront en 1933, dans le cas de reprise économique, des moins-values qui compenseront partiellement les plus-values résultant des impôts indirects. Au total, l'appoint que le budget en recevra sera maigre.

En mettant les choses au mieux, c'est-à-dire en supposant que nous soyons entrés en convalescence, nos finances n'en éprouveront aucun soulagement cette année. Elles auront cependant l'avantage de voir enrayer la baisse des recettes apparaissant encore dans les dernières statistiques publiées. Pour l'exercice 1933, une amélioration très modérée serait possible, par suite de la régression des dépenses du chômage.

Tout ceci suppose naturellement que demeurent inchangés les autres éléments du problème : le taux des impôts, les causes de dépenses de l'Etat, etc.

V

Il serait possible d'examiner, sans tomber dans le champ des suppositions aléatoires, une série d'autres aspects d'un relèvement éventuel. Bornons-nous à dire encore un mot du problème démographique. Où en sommes-nous en ce qui concerne la

natalité et la mortalité, et où allons-nous en cas de reprise ?

La mortalité demeure jusqu'ici, quoi qu'on en dise, indifférente à la crise économique. Celle-ci doit cependant logiquement avoir une influence. Mais elle est si faible qu'elle n'apparaît nulle part dans les statistiques. Les accroissements que certains ont dénoncés dès 1930, étaient dus à des causes fortuites, et surtout aux épidémies de grippe.

C'est ce qui apparaît notamment dans les statistiques allemandes, qui présentent un intérêt particulier du fait de la rapidité avec laquelle elles paraissent, et surtout de la profondeur de la crise économique sévissant dans ce pays.

Or, voici pour le premier trimestre quel fut le coefficient de mortalité depuis quatre ans.

**Coefficient de mortalité en Allemagne
au premier trimestre**
(par an et par mille habitants)

	Général	Enfants de moins d'un an exclus
1913	15,9	12,3
1929	16,9	15,0
1930	12,0	10,5
1931	13,6	12,1
1932	11,8	10,6

La mortalité très élevée de 1929 était due à l'épidémie de grippe sévissant au cours de l'hiver, qui fut très dur. Il y eut des gripes également en 1931. Chose curieuse, on note cette année la régression notable des morts dues à la tuberculose, qui est pourtant une maladie de la misère.

Quoi qu'il en soit, puisque la crise n'influence pas la mortalité, la reprise demeurerait également sans effet à cet égard. En ce qui concerne la natalité, la plupart des pays, à l'exception de l'Allemagne, n'ont encore ressenti en 1931 que les premières atteintes des conséquences de la crise. Celle-ci se marquera seulement avec netteté en 1932. Il faut prévoir qu'en toute hypothèse la baisse de conjoncture s'accroîtra en 1933 et qu'elle ne prendra pas fin en 1934. Ceci, parce que la natalité est conditionnée par la nuptialité, et que dans nos pays le nombre des mariages continue à fléchir. Il n'en ira autrement qu'après la disparition du chômage.

Ces observations n'ont trait qu'au mouvement de la natalité dû à la conjoncture. Il se superpose à une tendance fondamentale, orientée à la baisse elle aussi. Les deux facteurs réunis nous donneront pendant deux ans au moins des coefficients de natalité de plus en plus bas. Nous avons par ailleurs fait prévoir une chute nouvelle et profonde de ce côté; elle se produira sans doute très nettement au cours des années qui suivront.

LE MOUVEMENT DES SALAIRES EN BELGIQUE, DE 1922 A 1932 (1)

Dans le *Bulletin* du 25 mai 1932, nous avons publié les résultats d'une enquête relative aux mouvements généraux des salaires depuis 1929; celle-ci était basée sur le jeu des conventions collectives, les décisions de commissions paritaires et les diminutions affichées dans les usines et connues dans la région. Pareille documentation était précieuse par l'ampleur du champ couvert, mais souvent un peu imprécise dans les chiffres, en raison de la nature des renseignements recueillis. Il convenait donc d'en contrôler les résultats par une enquête menée selon des méthodes radicalement différentes; c'est ce que nous faisons aujourd'hui.

L'enquête statistique actuelle est basée sur les salaires payés par un nombre restreint de grandes entreprises (29, comportant 41 divisions); mais il s'agit de salaires moyens effectivement payés à certaines catégories d'ouvriers ou à l'ensemble des ouvriers; on voit immédiatement ce que le renseignement gagne en précision. Nous avons eu recours, à une ou deux exceptions près, aux mêmes entreprises qui nous avaient fourni, à la fin de 1929, des chiffres relatifs à l'année 1929, et nous avons réuni les données en indices, de la même manière. L'étude actuelle est donc la continuation de celle parue le 10 mai 1930.

Quelle peut être la valeur des résultats obtenus sur pareil échantillon?

Les indices que nous avons pu réunir, grâce à des bonnes volontés qui se sont offertes à nous un peu au

hasard des circonstances, ne réunissent pas tous les desiderata théoriques qu'on serait en droit de demander d'indices établis régulièrement. Nous ne pouvons pas prétendre, par exemple, que les diverses industries et régions du pays y sont adéquatement représentées, en proportion de leur importance, ni que dans tous les groupes, les indices ont la même valeur. Nous n'avons pas pu établir de pondération d'après l'importance de chaque industrie: l'indice est simple, en ce sens que, dans chaque spécialité, il a été fait une moyenne arithmétique simple des indices des entreprises ou divisions d'entreprises, et que les indices par industrie ont également été réunis par voie de moyenne arithmétique simple.

Malgré ces déficiences théoriques, nous croyons toutefois que nos indices représentent assez adéquatement les variations du salaire horaire moyen dans l'industrie belge. En effet, une méthode quelconque de pondération ne peut modifier les résultats que s'il y a de fortes différences entre les mouvements des divers salaires; or, de pareilles différences n'existent pas, les mouvements étant généralement homogènes, avec des différences de détail; nous avons pu le constater par un examen détaillé de notre documentation. La dispersion des indices individuels autour de l'indice général est faible et, de date à date, presque toutes les positions respectives se maintiennent.

Ceci dit, examinons les résultats.

Voici d'abord l'indice global des salaires comparé à l'indice des prix de détail et à l'indice du coût de la vie (tableau I et graphique I).

(1) Cfr. *Bulletin* du 10 mai 1930, p. 337: « Les prix, les salaires et la circulation fiduciaire en Belgique pendant les dernières années », et *Bulletin* du 25 mai 1932, p. 444: « Le mouvement des salaires en Belgique depuis la crise. »

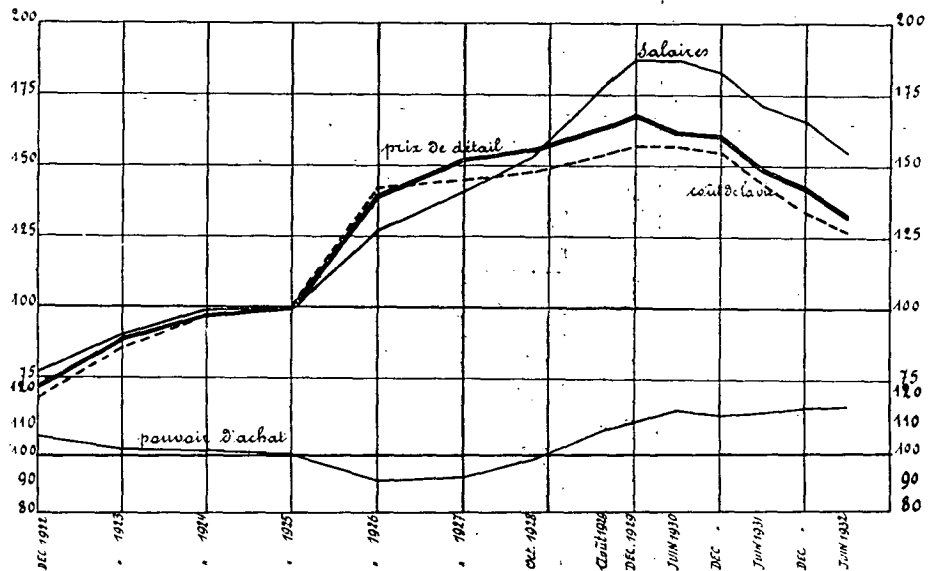
TABLEAU I.

Indices des salaires horaires moyens dans un certain nombre d'usines belges et luxembourgeoises, comparés à l'indice des prix de détail et à l'indice du coût de la vie.

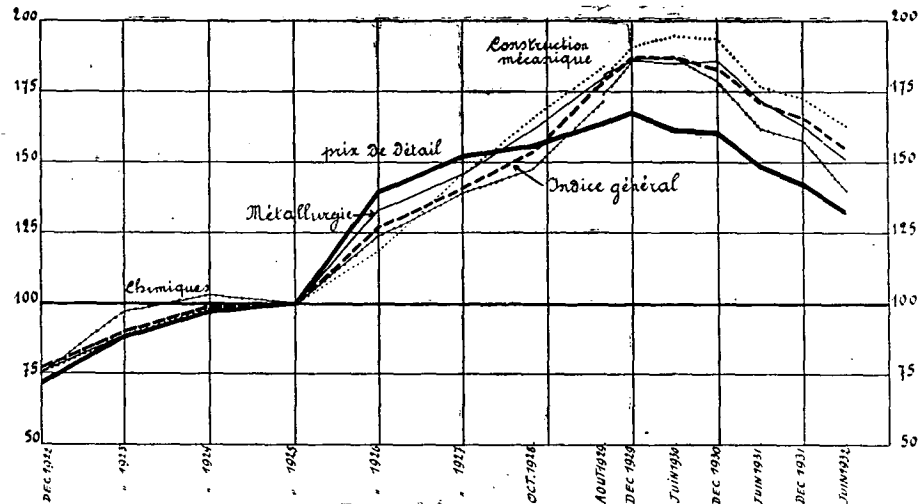
Décembre 1925 = 100.

DATES	Indice global des salaires	Indice des prix de détail	Rapport des salaires aux prix de détail p. c.	Indice du coût de la vie	Rapport des salaires au coût de la vie p. c.
1922 Décembre	77	72	106,9	68	113,2
1923 Décembre	90	88	102,3	85	105,9
1924 Décembre	99	97	102,1	97	102,1
1925 Décembre	100	100	100,—	100	100,—
1926 Décembre	127	139	91,4	142	89,4
1927 Décembre	141	152	92,8	145	97,2
1928 Octobre	154	156	98,7	148	104,—
1929 Août	179	164	109,1	154	116,2
Décembre	187	168	111,3	157	119,1
1930 Juin	187	162	115,4	157	119,1
Décembre	183	161	113,7	155	118,1
1931 Juin	171	149	114,8	144	118,8
Décembre	166	143	116,1	134	124,—
1932 Juin	155	133	116,5	127	122,—

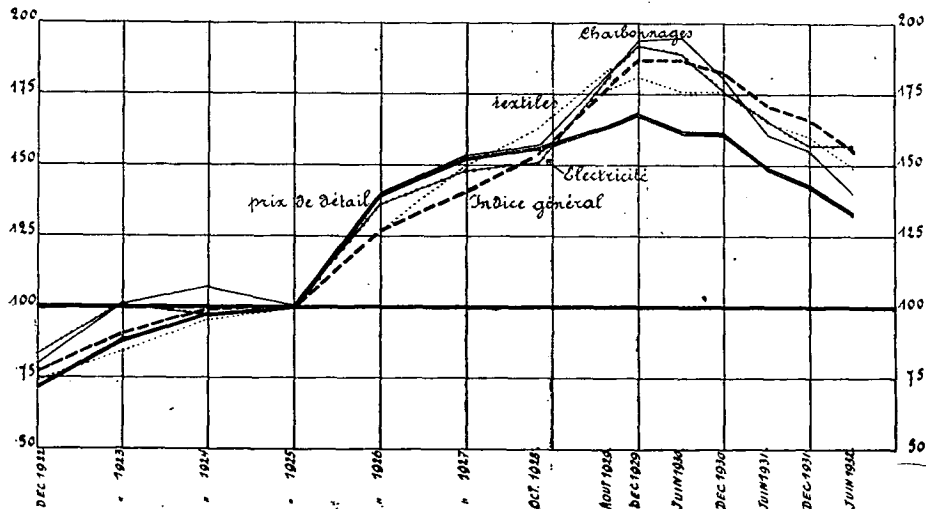
Gr. I. — Indice moyen des salaires dans les entreprises belges et luxembourgeoises, comparé à l'indice des prix de détail et à l'indice du coût de la vie. Décembre 1925 = 100.



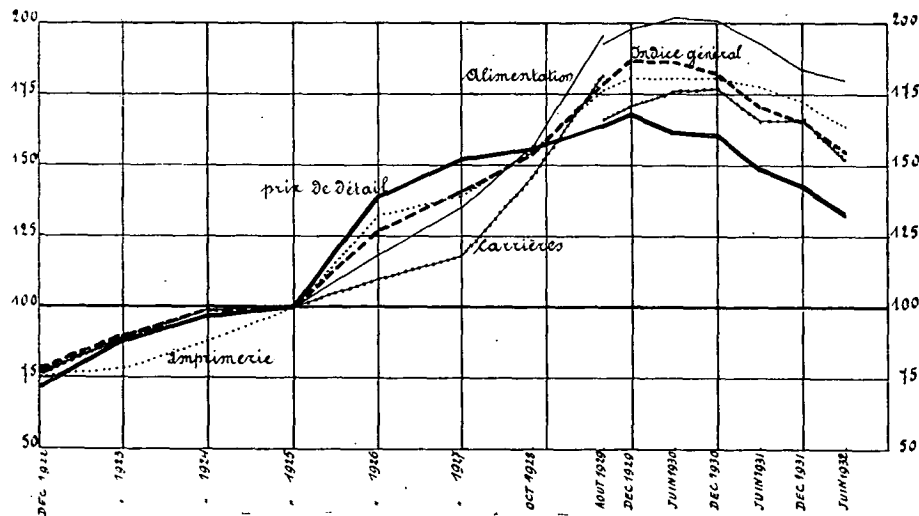
Gr. II. — Indices des salaires moyens en construction mécanique, en métallurgie et dans les industries chimiques, comparés à l'indice global des salaires et à l'indice des prix de détail. Décembre 1925 = 100.



Gr. III. — Indices des salaires moyens en charbonnages, en textiles, dans les centrales électriques, comparés à l'indice global des salaires et à l'indice des prix de détail. Décembre 1925 = 100.



Gr. IV. — Indices des salaires moyens dans les industries diamantaires, les carrières et l'imprimerie, comparés à l'indice global des salaires et à l'indice des prix de détail. Décembre 1925 = 100.



Portons notre attention plus particulièrement sur les résultats nouveaux obtenus depuis l'enquête de 1929. Nous noterons d'abord que le mouvement de hausse rapide des salaires, qui était en cours en 1929, n'a pas été arrêté et renversé brusquement par la crise d'octobre. Il avait une vitesse acquise qui lui a permis de ne trouver son maximum qu'à un moment qui se place entre décembre 1929 et juin 1930. De fait, il y eut encore des augmentations au début de 1930, mais, dans l'ensemble, il est plus juste de considérer la fin de 1929 comme le terme de la hausse.

L'inertie classique des salaires à l'égard des mouvements des prix de détail et du coût de la vie a donc joué pendant la première moitié de 1930 au moins, à un moment où les prix de détail baissaient. Ceci revient à dire qu'en ce moment-là, le pouvoir d'achat de l'ouvrier occupé augmentait, que la répartition du produit de l'industrie se modifiait au profit de l'ouvrier. Pareille évolution est parfaitement en accord avec les observations antérieures et les théories des crises; elle n'est que le contre-pied de la diminution du pouvoir d'achat de l'ouvrier occupé au moment de l'essor nouveau, telle que nous avons pu l'observer d'une manière particulièrement caractéristique en 1927.

A partir de l'été de 1929 et surtout à partir du début de 1931, les salaires se mettent à baisser. Il est intéressant de constater que, dès son début, ce mouvement se conforme à celui des prix de détail, la relation entre les deux indices restant la même, dans la limite de marges très faibles. A partir du moment où l'inertie du début est vaincue, les salaires s'adaptent d'une manière souple aux prix de détail. Les conclusions restent les mêmes si l'on se réfère à l'indice du coût de la vie. Il ne s'agit ici que des mouvements généraux, car notre enquête de mai dernier avait révélé des à-coups, les baisses étant plus généralisées au cours des deux printemps de 1931 et 1932.

Les conclusions ci-dessus sont basées sur des moyennes, tant pour les salaires que pour les prix, et laissent donc la place à des situations individuelles très diverses; aucun grand mouvement des valeurs ne s'opère sans d'importants déplacements de revenus et de fortune. Ainsi, dans le cas envisagé, cette allure concordante des moyennes signifie-t-elle que l'ouvrier propriétaire de sa maison bénéficiera de la baisse plus rapide des prix de l'alimentation, tandis que l'ouvrier locataire d'une maison plus chère que la moyenne a vu ses revenus diminuer. Dans l'ensemble, on peut cependant dire que la réduction du pouvoir d'achat de la classe ouvrière belge est due au chômage, sous toutes ses formes, et non à la diminution du salaire horaire ou du salaire à la tâche.

En est-il de même dans les diverses industries du pays? La réponse donnée par nos indices est conforme aux enseignements tirés de notre récente enquête sur les tarifs des salaires. Il suffit, à cet effet, de consulter le tableau II et les graphiques II, III et IV.

Il est à noter que le recul des salaires s'est effectué dans toutes les grandes branches d'industrie et que le

mouvement est assez concordant, si l'on excepte les charbonnages. Les salaires en textiles suivent cependant de plus près les variations des prix de détail et baissent, en raison de ce fait, dès le début de 1930, comme ils ont monté plus vite en 1927. Dans les centrales électriques, les salaires sont aussi vite relevés ou abaissés selon les circonstances. Quant aux autres industries, elles ont eu des salaires nominaux pratiquement stables en 1930 et suivent le mouvement général depuis lors. Tout au plus peut-on dire que la pression sur les salaires a été légèrement plus forte en sidérurgie et construction mécanique, et qu'elle a été un peu plus freinée dans les carrières, l'imprimerie et surtout l'alimentation.

Le cas des charbonnages est seul assez spécial pour exiger des explications particulières. Depuis juin 1930, le salaire des mineurs a été réduit plus vite et plus fort que le coût de la vie, mais il faut rappeler que de 1926 à 1929 l'ouvrier mineur avait bénéficié de hausses plus rapides et plus fortes que l'ouvrier des autres industries et que certaines augmentations n'étaient pas imposées par les contrats collectifs du travail. L'explication de ce double phénomène se trouve dans le fait que l'industrie charbonnière a jadis largement profité tant de la reprise des affaires que de la crise charbonnière anglaise; actuellement, au contraire, elle est atteinte plus fortement que d'autres industries parce que ses conditions générales, dues à des facteurs mondiaux et techniques, sont plus mauvaises. Jusqu'à la fin de l'année 1931, les mineurs trouvaient une compensation dans le fait d'un degré d'emploi meilleur que dans les autres industries. La disparition de cet avantage en 1932 a aggravé la situation; mais il est évident que les mines ne peuvent pas indéfiniment augmenter leurs stocks.

Dans notre étude du 10 mai 1930, nous avons aussi utilisé des indices de salaires établis au moyen des listes de salaires publiées mensuellement par la Bourse du Travail de Bruxelles. Ces listes sont dressées en tenant compte des salaires offerts par les patrons aux guichets de la bourse, ainsi que de ceux mentionnés dans les certificats de chômage délivrés par les patrons aux chômeurs involontaires; s'il y a des conventions collectives, les minima prévus par celles-ci sont inscrits.

La base même des indices ainsi établis diffère fortement de celle des indices de salaires moyens, tant par la nature des renseignements recueillis que par le genre des métiers visés et le lieu de travail. Ici les métiers proprement dits, les ouvriers d'ateliers et ceux des fabriques de produits finis dominent évidemment. Aussi le résultat ne peut-il être le même; mais les différences se trouvent dans l'intensité des mouvements, non dans la nature de ceux-ci, ainsi qu'il résulte du graphique V.

Les salaires recensés par la Bourse du Travail de Bruxelles semblent doués d'une plus grande force d'inertie que ceux des grandes entreprises de Belgique. Ils montent moins vite en 1926 et 1927, puis plus vite lors de la pénurie de main-d'œuvre et sont ensuite

TABLEAU II.

**Indices des salaires horaires moyens
dans un certain nombre d'usines et de fabriques belges et luxembourgeoises.**

Décembre 1925 = 100.

a) Salaires nominaux.

	Charbon- nages	Métal- lurgie	Constr. mécan.	Electric. (Produc- tion et distribu- tion)	Ciments et carrières (1)	Chi- miques	Textile	Impri- merie	Alimen- tation	Indice global
1922 Décembre	80	76	75	83	77	75	74	75	77	77
1923 Décembre	101	88	88	101	89	97	84	78	88	90
1924 Décembre	107	97	98	97	97	103	95	88	99	99
1925 Décembre	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1926 Décembre	140	133	119	136	110	124	127	132	118	127
1927 Décembre	153	146	146	148	118	139	150	139	135	141
1928 Octobre	157	162	166	151	146	148	163	155	157	154
1929 Août (2)	183	180	184	182	182	172	184	177	196	182
	183	181	180	183	(1) 166	174	177	177	193	179
Décembre	194	186	191	192	171	186	181	181	198	187
1930 Juin	195	185	195	189	176	187	176	181	202	187
Décembre	181	186	194	175	177	179	176	181	201	183
1931 Juin	161	172	177	166	166	162	165	178	193	171
Décembre	155	163	173	157	166	158	160	173	184	166
1932 Juin	140	151	163	157	152	140	149	164	180	155

b) Salaires réels (par rapport aux indices des prix de détail).

	Charbon- nages	Métal- lurgie	Constr. mécan.	Electric. (produc- tion et distribu- tion)	Ciments et carrières (1)	Chi- miques	Textiles	Impri- merie	Alimen- tation	Indice global
1922 Décembre	111	106	104	115	107	104	103	104	107	107
1923 Décembre	115	100	100	115	101	110	95	89	100	103
1924 Décembre	110	100	101	100	100	106	98	91	102	101
1925 Décembre	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1926 Décembre	101	96	86	98	79	89	91	95	85	91
1927 Décembre	101	96	96	97	78	91	99	91	89	93
1928 Octobre	101	104	106	97	94	95	104	99	101	100
1929 Août (2)	112	110	112	111	111	105	112	108	120	111
	112	110	110	112	101	106	108	108	118	109
Décembre	115	111	114	114	102	111	108	108	118	111
1930 Juin	120	114	120	117	109	115	109	112	125	116
Décembre	112	116	120	109	110	111	109	112	125	114
1931 Juin	108	115	119	111	111	109	111	119	130	115
Décembre	108	114	121	110	116	110	112	121	129	116
1932 Juin	105	113	122	118	114	105	112	123	135	117

(1) A partir d'août 1929 (enquête actuelle) la rubrique n'englobe plus que les « Carrières ».

(2) Les éléments de l'enquête actuelle n'étant pas exactement les mêmes que ceux de la précédente, nous avons reproduit les deux chiffres pour le mois d'août 1929.

plus fermes que les salaires des entreprises en 1930 ; enfin, en 1931 et 1932, leur repli est un peu moins fort. On pourrait, à première vue, être tenté d'attribuer cette évolution à la nature des renseignements statistiques et à un certain retard dans le recensement des modifications. Mais un examen plus approfondi ne permet pas de se rallier à cette hypothèse, au moins pour expliquer l'ensemble des divergences. Il est assez naturel, en effet, que les métiers et ateliers soient moins vite affectés que les grandes usines par l'évolution économique, et que les salaires y bougent moins

vite, les relations personnelles et la clientèle locale ou régionale étant d'ailleurs un facteur de stabilité. La baisse des salaires moins rapide depuis 1930 s'explique aussi par le fait que la crise de chômage a été moins forte à Bruxelles que dans le reste du pays.

Dans la partie inférieure du graphique V, une relation statistique vient confirmer l'idée que la différence d'évolution entre les indices correspond en grande partie à une réalité. Nous y avons dessiné les indices de groupes pour les deux seules rubriques correspondantes de salaires : la construction mécanique et les

industries alimentaires. Dans le premier cas, la similitude d'évolution est très grande; dans le second, il y a des divergences considérables, mais le résultat de juin 1932 est le même, par rapport à l'ensemble des années 1923-1925.

Les tableaux III et IV contiennent les résultats détaillés pour Bruxelles.

Nous terminerons par une indication relative aux salaires en agriculture. Il s'agit des salaires d'ouvriers non qualifiés dans quelques fermes d'expérimentation. L'indice, établi par rapport à décembre 1926, donne :

Décembre 1926	100	Décembre 1930	179.5
Août 1929	169	Juin 1931	174.5
Décembre 1929	180	Décembre 1931	167.5
Juin 1930	188.5	Juin 1932	152.5

Le recul, par rapport au maximum atteint, est du même ordre de grandeur que dans l'industrie, mais on remarquera qu'il y a encore eu une forte hausse entre août 1929 et juin 1930. On se rappellera toutefois que cette indication est très fragmentaire et insuffisante pour représenter les salaires agricoles en général.

Gr. V. — Comparaison entre les indices des salaires moyens dans les entreprises belges et luxembourgeoises et les indices des salaires à Bruxelles, d'après les listes de la Bourse officielle du travail. Décembre 1925 = 100.

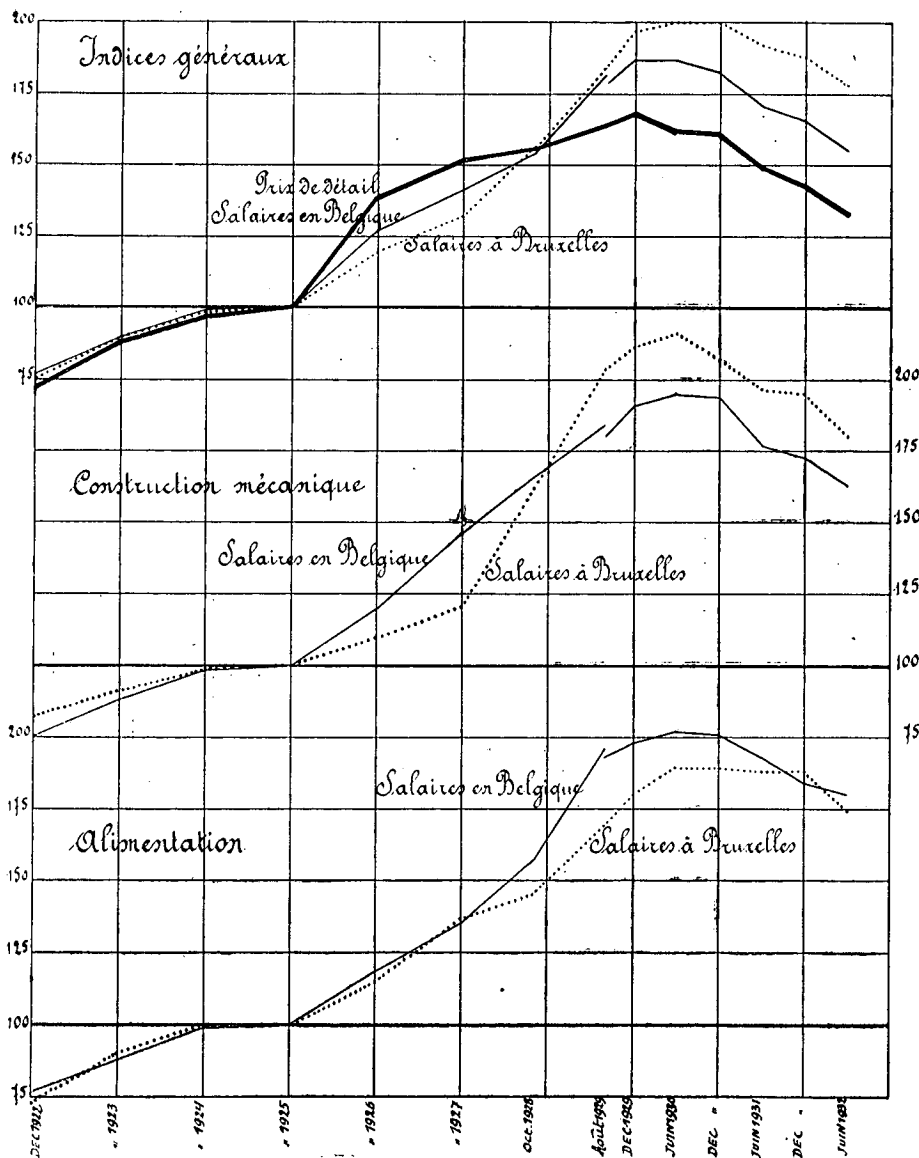


TABLEAU III.

Indices des salaires horaires à Bruxelles
(d'après les listes de la « Bourse officielle du Travail »)
Décembre 1925 = 100.

	Métal- lurgie	Alimen- tation	Vête- ment	Bois et ameu- ble- ment	Cons- truc- tion	Trans- port	Tabac	Peaux et cuirs	Indice général
1922 Décembre	80	73	75	82	82	77	67	65	75
1923 Décembre	94	90	91	91	91	90	95	81	90
1924 Décembre	97	100	97	100	98	100	100	93	98
1925 Décembre	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1926 Décembre	121	115	117	120	109	120	121	129	119
1927 Décembre	128	137	134	134	120	134	140	131	132
1928 Octobre	145	145	158	158	162	162	166	151	156
1929 Août	182	169	183	186	204	187	184	175	184
Décembre	192	180	204	192	211	197	226	178	197
1930 Juin	192	189	193	195	216	214	226	178	200
Décembre	196	189	193	194	207	219	226	178	200
1931 Juin	179	188	195	185	197	205	212	178	192
Décembre	175	188	192	182	195	193	212	170	188
1932 Juin	166	174	186	172	180	183	204	157	178

TABLEAU IV.

Indice général des salaires horaires à Bruxelles
(d'après les listes de la « Bourse officielle du Travail »)
Décembre 1925 = 100.

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Janvier	72	—	—	—	—	119	—	165	196	200	188
Février	—	—	—	—	—	—	137	167	198	199	186
Mars	—	—	—	—	—	122	—	169	198	198	180
Avril	—	—	—	—	—	124	139	171	200	193	178
Mai	—	—	—	—	—	—	—	178	200	192	178
Juin	—	86	96	—	—	125	148	179	200	192	178
Juillet	75	—	—	—	—	126	149	182	201	191	178
Août	—	—	—	—	—	126	151	184	201	190	—
Septembre	—	—	—	—	—	130	154	188	200	190	—
Octobre	—	—	—	—	—	—	156	195	200	189	—
Novembre	—	—	—	—	—	131	161	196	201	189	—
Décembre	75	90	98	100	119	132	163	197	200	188	—

LA SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT BELGÈS EN 1931 (1)

Nous avons déjà publié, il y a quelques semaines, une première étude sur les éléments principaux de la situation des établissements de crédit belges (2). Nous analyserons aujourd'hui le tableau d'ensemble publié par le *Moniteur des Intérêts Matériels* (v. tableau XI, *in fine*) et nous commenterons les diverses statistiques dressées au moyen de ce document et d'autres données.

L'année 1931 a été marquée par d'importantes

fusions et quelques liquidations d'établissements de crédit, qui ont fortement réduit le nombre total des banques, de 99 à 66, soit d'un tiers : l'absorption de ses filiales par la Banque de Bruxelles constitue à cet égard le mouvement le plus considérable enregistré dans l'histoire bancaire belge, quoiqu'il soit plus de forme et d'organisation que de fond.

TABLEAU I. Classement des banques selon l'importance du capital versé.

Capital nominal	Nombre de banques		Capital nominal total		Pour-cent du total		Avoir social (capital versé plus réserves)		Pour-cent du total	
	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931
	(En milliers de francs)									
Jusqu'à 10 millions	44	26	280.378	172.622	5,25	3,75	446.919	328.122	5,11	4,61
De plus de 10 à 20 millions .	11	8	202.000	147.000	3,78	3,19	291.731	205.008	3,34	2,88
De plus de 20 à 50 millions .	17	16	563.000	555.750	10,54	12,05	784.888	771.625	8,98	10,84
De plus de 50 à 100 millions .	9	6	691.000	465.000	12,94	10,09	1.122.594	742.145	12,84	10,43
De plus de 100 à 250 millions	7	6	1.325.000	1.050.000	24,81	22,77	1.851.295	1.070.060	21,18	15,04
De plus de 250 millions	4	4	2.280.000	2.220.000	42,68	48,15	4.242.493	3.999.365	48,55	56,20
	92	66	5.341.378	4.610.372	100,—	100,—	8.739.920	7.116.315	100,—	100,—

Ces opérations de fusion, et, accessoirement de liquidation, ont évidemment précisé le mouvement de concentration des établissements financiers et l'examen du tableau I fait ressortir à première vue que, en même temps que les banques diminuaient en nombre, l'avoir social se concentrait de plus en plus dans les très grandes. Toutes les catégories fléchissent en faveur de celles groupant les banques dont l'avoir social s'élève de 20 à 50 millions et surtout de celles dont le capital dépasse 250 millions. Les banques dont le capital a atteint de 100 à 250 millions passent, par suite des fusions, dans la catégorie immédiatement supérieure. Au cours d'une période de temps suffisamment longue, la concentration des capitaux apparaît nettement. En 1928, quatre banques, sur une centaine, groupent 40 p. c. de l'avoir social global; cette proportion passe à 49,61 p. c. en 1929, 48,55 p. c. en 1930 et 56,20 p. c. en 1931. En même temps fléchit le nombre des entreprises.

Ces données doivent être complétées par le tableau II qui révèle plus exactement la structure de l'organisation financière et bancaire belge.

Le premier tableau était susceptible d'induire en erreur le lecteur non prévenu, en ce sens qu'il révélait l'existence d'environ trente-cinq « petites banques ». Or, un pourcentage élevé de ces dernières sont englobées dans le réseau des banques provinciales, ou filiales, des grandes banques et si on fait un classement par groupes, on constate que les « petites banques » sont moins importantes encore qu'il semble à première vue.

Est-ce à dire que la « petite banque » a fini son rôle économique? Il est incontestable que l'année 1932, et nos chroniques sur la Belgique en font foi, a démontré qu'en temps de crise aiguë la viabilité de la petite banque indépendante et surtout celle du banquier privé de province sont parfois assez précaires. Mais en fait les liquidations défavorables ont porté, dans la très grande majorité des cas, sur des établissements de réputation et d'activité limitées.

Mais, d'autre part, les créations incessantes de telles entreprises, même depuis quatre ans, alors que la concentration et la crise semblent devoir les décourager, le fait que de 1919 à 1932 (six mois) 1.586 millions d'argent frais ont été investis dans de nouvelles

(1) *Bulletin* no 6, vol. II, du 25 septembre 1931.

(2) *Bulletin* no 1, vol. II, du 10 juillet 1932.

TABLEAU II.

Répartition, par groupes de banques,
des principaux postes de la situation des établissements de crédit belges, au 31 décembre 1931 (1)
parue dans le *Moniteur des Intérêts Matériels* du 28 juillet 1932 (66 banques).

Groupes de banques	Capital versé		Capital versé plus réserves		Créditeurs et comptes courants divers		Dépôts à vue et à terme		Fonds d'Etat, titres et participations		Portefeuille effets commerciaux		Nombre de sièges sociaux, succursales, agences et bureaux	
		%		%		%		%		%		%		%
Société Générale	1.367.672	32,6	2.826.249	39,7	2.046.854	33,0	8.629.832	39,5	3.578.602	46,8	2.023.541	26,5	406	25,4
Banq. de Brux.	609.000	14,3	1.100.000	15,5	56.867	0,9	3.236.974	14,8	1.095.769	14,3	617.480	8,1	405	25,3
Gr. de Louvain	283.498	6,7	449.678	6,3	491.510	7,9	971.442	4,4	405.832	5,3	317.627	4,2	385	24,2
Crédit Anvers.	150.000	3,6	209.000	2,9	43.429	0,7	660.156	3,0	227.733	3,0	213.174	2,8	160	10,0
Divers	1.796.479	42,8	2.531.388	35,6	3.568.913	57,5	8.373.681	38,3	2.343.110	30,6	4.454.407	58,4	(2) 242	15,1
	4.197.649	100,—	7.116.315	100,—	6.207.573	100,—	21.872.085	100,—	7.651.046	100,—	7.626.229	100,—	1.598	100,—

banques, dont celles qui étaient vraiment importantes constituent l'exception, prouve, indépendamment des erreurs inévitables de l'esprit d'entreprise, que les petites banques répondent à un besoin des usagers du crédit, et aussi à ce que nous appellerons l'individualisme de certains groupements.

On aurait tort de considérer, comme on le fait parfois, que la tendance à la concentration ne rencontre pas, dans la théorie et dans les faits, des obstacles et des contre-courants. Néanmoins, la nature même des opérations modernes de banque et la concentration de l'industrie sont certainement favorables à la grande entreprise bancaire, tandis que la limite à son accroissement se trouve dans les questions d'organisation, de frais et de direction.

* * *

En 1931, les banques belges ont naturellement ressenti la crise comme l'ont fait les banques du monde entier. D'une année à l'autre, et pour la première fois depuis 1919 (voir tableau III), on constate une réduction du capital et des réserves.

TABLEAU III.

Importance des fonds propres.

	1931	1930	Diff. p. c.
Capital souscrit	4.610.372	5.055.128	— 8,79
Capital versé	4.197.649	4.699.465	— 10,67
Capital à verser	412.723	355.663	+ 13,23
Réserves	2.918.666	3.527.854	— 17,26
Capital versé plus réserves	7.116.315	8.227.319	— 13,51

(1) Groupe Société Générale : en 1931, les chiffres de l'Union des Banques de province sont compris dans ceux du groupe Générale. Précédemment, ils n'y étaient pas compris.

Groupe de Louvain : en 1931, l'Algemeene a absorbé le Crédit Général de Belgique; précédemment, les chiffres de la situation de cette banque n'étaient pas compris dans ceux du groupe de Louvain.

(2) Chiffre pour 1930. Des chiffres plus récents ne sont pas obtenables; le chiffre réel est selon toute apparence inférieur à celui mentionné au tableau, attendu que depuis la crise et le ralentissement des affaires, des banques ont réduit le nombre de leurs agences. Les fusions ont également contribué à cette réduction.

Le capital souscrit a diminué de 8,79 p. c., le capital versé de 10,67 p. c., les réserves de 17,26 p. c., alors que le montant du capital à verser a augmenté de 13,23 p. c. L'explication de ce fait se présente immédiatement à l'esprit: les réserves et même parfois le capital ont servi à combler les pertes. On saisiserait moins le sens de l'accroissement proportionnel du capital non versé si l'on ne savait qu'en temps normal, les banques belges se font une règle d'appeler la plus grande partie de leur fonds social. Mais en ces temps difficiles, lorsqu'une augmentation du fonds social s'impose, on est amené à user des dispositions de la loi sur les sociétés permettant de ne pas appeler la totalité du capital souscrit.

Quelles sont, sur une période de temps assez longue, les pertes subies par le capital investi dans les banques? Des statistiques complètement dignes de foi renseignent que, de 1919 à fin 1930, 6.895 millions (valeur nominale, sans les primes d'émission) ont été investis dans les entreprises bancaires; fin 1931, ce capital se trouvait ramené à 5.055 millions. (Voir tableau IV, page suivante.)

Les pertes sur les capitaux engagés dans le commerce de l'argent ont donc été élevées, ce qui s'explique en partie par la réorganisation de quelques banques assez importantes et par la création d'assez nombreuses entreprises qui n'ont souvent d'une « banque » que le nom et dont l'existence est assez brève: de 1919 à 1932, 1.586 millions ont ainsi été investis dans de nouvelles entreprises bancaires dont bien peu ont été jugées dignes de figurer dans une statistique sérieuse.

Or, si l'on considère que les grandes banques drainent la majeure partie des dépôts et des opérations, que nos vieilles banques ont traversé les événements des vingt dernières années sans faillir à leur mission, on arrive à la conclusion que la création de nombreuses banques, pendant la période d'inflation et de grande prospérité, ne se justifiait pas par des raisons économiques objectives: des exagérations de l'esprit d'entreprise, les spéculations boursières, l'indi-

TABLEAU IV.

Montant global des capitaux investis dans les banques (1919-1932).

(En milliers de francs.)

ANNÉES	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Emissions d'obligations	Totaux
1919-1926	742.515	2.003.149	410.392	3.156.056
1927	8.450	623.440	16.500	648.390 (1)
1928	441.500	1.646.499	—	2.087.999 (2)
1929	246.750	1.080.250	—	1.327.000 (3)
1930	49.700	21.300	—	71.000 (4)
1931	2.875	332.409	—	335.284 (5)
1932 (6 premiers mois)	95.100	125.833	1.000	221.933 (6)
Total	1.586.890	5.832.880	427.892	7.847.662

- (1) Y compris 35.600.000 francs d'apports.
(2) Y compris 377.038.000 francs d'apports.
(3) Y compris 83.164.000 francs d'apports.
(4) Y compris 21.425.000 francs d'apports.
(5) Y compris 230.709.000 francs d'apports.
(6) Y compris 129.013.000 francs d'apports.

vidualisme excessif de certains groupes et, parfois, le désir de satisfaire certains besoins très spéciaux de crédit ont, avec le manque de compétence de beaucoup de ces banquiers improvisés, entraîné, pour les actionnaires imprudents et parfois pour les tiers, un gaspillage important de capitaux.

Néanmoins, dans l'ensemble, la situation bancaire belge est restée saine et les défaillances ont été peu nombreuses.

Le tableau V suivant donne la situation d'ensemble des banques belges, à la fin d'un certain nombre d'années, permettant certaines comparaisons.

TABLEAU V.

Situation des établissements de crédit belges

(En milliers de francs.)

ACTIF

Années	Nombre de banques	Encaisse	Portefeuille-effets de commerce	Portefeuille-titres et participations	Comptes courants débiteurs	Prêts	Immeubles, mobilier, etc.	Total de l'actif
1912 .	66	130.785	669.505	730.672	1.041.026	792.852		3.364.840
1913 .	67	172.365	777.527	717.315	1.286.520	848.634		3.802.361
1920 .	72	1.231.428	1.327.278	2.845.149	4.481.913	827.008		10.712.776
1925 .	96	1.353.692	3.126.923	4.234.307	8.566.241	1.482.484		18.763.647
1926 .	94	2.036.906	3.566.914	4.033.985	9.992.145	1.551.709		21.181.659
1927 .	101	3.030.176	5.281.338	4.197.994	12.909.920	2.080.218	338.287	27.827.933
1928 .	91	3.341.214	5.954.409	5.097.191	15.295.624	2.738.978	343.547	32.770.963
1929 .	90	4.066.952	6.910.309	5.956.346	18.461.011	3.339.047	440.644	39.174.309
1930 .	92	4.345.606	8.385.493	7.200.574	19.570.788	2.692.259	572.228	42.766.948
1931 .	66	4.117.573	7.626.229	7.651.046	17.591.515 (3)		493.001	37.479.364

PASSIF

ANNÉES	Capital versé	Capital à verser (1)	Réserves diverses	ENGAGEMENTS		Bénéfices	Produit p. c. du capital versé	Pertes	Total du passif
				A terme fixe	Immédiats ou indéterminés				
1912	452.490	111.324	221.915	628.934	2.013.839	56.327	10,75	7.665	3.365.840
1913	496.466	124.230	235.244	673.922	2.334.958	68.230	12,44	6.459	3.802.362
1920	948.418	189.365	439.845	911.481	8.270.26	149.341	15,75	7.135	10.712.776
1925	1.663.931	376.415	987.937	4.532.428	11.263.696	325.533	18,97	9.878	18.763.647
1926	1.684.588	348.832	1.079.924	3.679.924	14.294.117	451.238	26,79	8.132	21.181.659
1927	2.164.580	467.519	1.542.330	4.810.620	18.691.662	629.057	29,06	316	27.837.933
1928	3.282.126	524.579	2.373.554	4.866.490	21.481.357	768.909	23,38	1.473	32.770.963
1929	4.352.126	757.824	3.473.149	8.238.836	22.198.849	911.349	20,94	—	39.174.309
1930	4.961.469	379.909	3.778.451	33.152.358 (2)		877.293	17,63	2.623	42.766.948
1931	4.197.649	412.723	2.918.666	29.863.449 (4)		519.343	12,37	19.743	37.479.364

(1) Le capital-actions à verser n'étant pas compté dans l'actif, n'est pas compris dans le total du passif.

(2) Engagements à vue et à terme.

(3) Comptes courants, avances, prêts sur titres.

(4) Crédoeurs et comptes courants divers, dépôts à vue et à terme, obligations et emprunts hypothécaires.

La contraction générale des valeurs, à l'exception des participations financières, constitue le trait le plus caractéristique du bilan global de 1931.

Indépendamment du facteur monétaire, les postes du bilan des banques avaient été influencés, depuis 1920, par l'accroissement du rôle des banques dans la structure économique belge, ainsi que par la période de prospérité traversée par le monde entier.

Mais l'intensité de la crise mondiale s'est finalement marquée dans les bilans des banques comme dans les autres données statistiques (chômage, prix, transports, production, etc...) et les postes suivants du bilan : « Portefeuille-effets de commerce », « Comptes courants

débiteurs », « Engagements » se sont réduits dans de fortes proportions. L'encaisse s'est proportionnellement réduite, de même que les profits.

Nous avons déjà signalé que le pourcentage des fonds propres aux engagements divers est demeuré inchangé (24,69 p. c.) mais que celui des fonds propres aux placements en titres et participations est tombé de 112,42 à 89,49 p. c. Par contre, les pourcentages des disponibilités, des effets et des comptes courants débiteurs aux engagements divers (voir tableaux VI et VII) marquent une grande liquidité, due, malgré le fléchissement des dépôts, à un ralentissement sérieux des opérations commerciales.

TABLEAU VI. Pourcentage des fonds propres par rapport aux engagements et aux placements.

Pourcentage des fonds propres	31 décembre 1927	31 décembre 1928	31 décembre 1929	31 décembre 1930	31 décembre 1931
1. aux engagements divers	14,61	20,51	23,50	24,25	24,69
2. aux placements titres et participations	88,43	117,42	120,98	112,42	89,49

TABLEAU VII. Pourcentage de différents postes de l'actif comparés aux engagements divers.

Pourcentage	31 décembre 1927	31 décembre 1928	31 décembre 1929	31 décembre 1930	31 décembre 1931
Des disponibilités aux engagements divers	12,90	13,39	12,30	12,60	14,21
Du portefeuille-effets aux engagements divers ..	21,62	21,23	20,46	20,33	19,11
Des comptes courants débiteurs aux engagements divers	64,83	69,47	74,21	71,41	63,51

Parmi les opérations commerciales les plus importantes des banques — l'escompte et l'avance en comptes courants — l'importance relative des opérations d'escompte avait diminué pendant les années de prospérité.

Cependant, dès 1930, l'escompte reprenait proportionnellement plus d'importance et ce renversement du mouvement s'accroissait légèrement en 1931. C'est que l'escompte est une opération infiniment plus liquide que l'avance en compte courant; cette dernière, si elle est plus profitable, ne permet pas à la banque de se replier, en cas de besoin, sur les réescomptes auprès de l'institut d'émission. Pendant les fortes crises, alors que l'armature du crédit est ébranlée par le poids des exagérations commises, les banques qui ne peuvent mobiliser leurs avances risquent de se trouver victimes des difficultés éprouvées par leurs clients. Aussi, si l'escompte a été affecté par la baisse des prix et le ralentissement des affaires, les comptes courants débiteurs ont-ils été, en plus, influencés par la politique de resserrement suivie à l'égard de ce genre d'opérations.

Il n'est pas interdit de penser que lorsque la possibilité s'en offrait, des comptes créditeurs étaient transformés en crédits d'escompte, plus mobiles. De toute manière, la leçon de la crise doit être retenue, dans cet ordre d'idées : il y a un grand intérêt de sécurité pour les banques privées à encourager le recours au crédit d'escompte, trop abandonné depuis la guerre.

Relation entre le portefeuille-escompte et les comptes courants débiteurs
(1 = 1.000.000)

1913	$\frac{777}{1.410}$	= 55,11 %
1924	$\frac{1.821}{7.009}$	= 25,98 %
1926	$\frac{3.566}{9.992}$	= 35,69 %
1927	$\frac{5.281}{12.909}$	= 40,91 %
1928	$\frac{5.954}{15.295}$	= 38,93 %
1929	$\frac{6.910}{18.461}$	= 37,43 %
1930	$\frac{8.385}{19.571}$	= 42,84 %
1931	$\frac{7.626}{17.592}$ (1)	= 43,35 %

Si les opérations d'escompte sont soumises aux fluctuations de la conjoncture, il reste acquis que l'emploi de la traite reste faible par rapport aux usages d'avant-guerre. Il faudra un effort persévérant pour rétablir les anciennes habitudes : beaucoup de grandes entreprises continuent à tort à ne pas autoriser leurs four-

(1) Comptes courants, avances et prêts sur titres.

nisseurs à tracer sur elles; dans le pays de Liège, il y a une évolution heureuse en sens contraire.

Le tableau VIII ci-après indique en pourcentages, les rapports existant entre les différents postes du bilan.

TABLEAU VIII.

Les relations entre les différents postes du bilan global des banques belges.

	POUR-CENT DU TOTAL					
	1926	1927	1928	1929	1930	1931
ACTIF						
Immobilisé	(1) 7,20	1,19	1,03	1,10	1,33	1,30
Portefeuille-titres	18,73	14,83	15,31	14,92	16,69	20,18
Portefeuille-effets	16,56	18,66	17,88	17,31	19,43	20,12
Comptes courants	46,39	45,61	45,94	46,23	45,35	46,40
Prêts	—	7,35	8,23	8,36	6,24	—
Encaisse	9,46	10,71	10,03	10,18	10,07	10,86
Actionnaires	1,62	1,65	1,58	1,90	0,88	1,09
Pertes	0,04	—	—	—	0,01	0,05
	100,—	100,—	100,—	100,—	100,—	100,—
PASSIF						
Capital versé	7,82	7,65	9,86	10,90	11,50	11,07
Capital à verser	1,62	1,65	1,58	1,90	0,88	1,09
Réserves	5,01	5,45	7,13	3,70	8,76	7,70
Engagements à terme	17,09	17,—	14,61	20,63	76,83	78,77
Engagements à vue	66,36	66,03	64,51	55,59		
Bénéfices	2,10	2,22	2,31	2,28	2,03	1,37
	100,—	100,—	100,—	100,—	100,—	100,—

(1) Immobilisé et prêts.

La contraction des valeurs et des prix, les nécessités de liquidations d'engagements contractés pendant la période de prospérité ont-elles influencé indistincte-

ment les dépôts dans tous les organismes qui en reçoivent ?

Le tableau IX permet de se rendre compte qu'il en a été autrement.

TABLEAU IX.

Tableau d'ensemble des dépôts dans des organismes financiers.

Années	Caisse d'Épargne	Chèques postaux	Caisse centrale de crédit du Boerenbond belge	Engagements des banques		Total général des dépôts (non compris les comptes courants de la Banque Nationale de Belgique)
	Montant des dépôts sur livrets et en comptes courants	Total des avoirs à fin d'année	Montant des dépôts à vue et à terme	à terme fixe	immédiats ou indéterminés	

(En milliers de francs)

1926...	2.805.417	1.230.000	752.829	3.679.924	14.294.117	22.762.287
1927...	3.573.203	1.262.000	966.597	4.810.620	18.691.662	29.304.082
1928...	4.324.318	1.725.000	1.093.315	4.866.490	21.481.357	33.495.480
1929...	5.626.482	1.900.000 (2)	1.274.534	8.238.836	22.198.849	39.238.701
1930...	7.880.354	2.070.000 (2)	1.481.301		33.152.358	44.584.013
1931...	9.386.814	2.180.000 (2)	1.705.860		29.863.449	43.136.123

(2) Evaluation.

Les dépôts à la Caisse d'Épargne et à la Caisse Centrale de Crédit du Boerenbond ont assez fortement augmenté, ceux des chèques postaux ont crû dans une mesure assez faible, ceux des banques ont diminué dans des proportions considérables. Dans l'ensemble, le total général des dépôts a subi une régression assez faible

Mouvement des dépôts 1930-1931 (3).

(1930 = 100)

Caisse d'Épargne	+ 13.1 %
Chèques postaux	+ 5.3 %
Boerenbond	+ 15.2 %
Banques	- 9.9 %
Total	- 3.2 %

(3) En France, à fin 1930, les capitaux se partageaient d'une manière sensiblement égale entre les établissements de crédit (35 milliards de dépôts) et les caisses d'épargne (37 milliards). Avec l'accentuation de la crise, la proportion devint, à fin 1931 :

47 milliards déposés aux caisses d'épargne, 37 milliards dans les quatre grandes banques.

En Italie, à fin 1931, 33,9 milliards de lires étaient déposés dans les caisses d'épargne et 9 milliards dans les banques, soit 80 p. c de l'épargne concentrés dans les caisses.

Ces tableaux apportent une vérification nouvelle à cette constatation déjà ancienne, qu'en temps de crise, la confiance dans les organismes officiels augmente. Dans le cas spécial qui nous occupe, il faut tenir compte de certains faits : les dépôts dans les banques sont constitués, pour la grande majorité, par les capitaux des entreprises commerciales et industrielles, dont le fonds de roulement est progressivement entamé, tandis que les fonds déposés à la Caisse d'Épargne constituent, au sens étroit du mot, une épargne et que la clientèle des classes moyennes et ouvrières n'y renonce pas facilement, même s'il en résulte des privations. Nous avons relaté déjà que les ouvriers anglais les plus atteints par la crise — les fileurs et les tisseurs du Lancashire — continuent, malgré le chômage et la baisse des salaires, à verser aux Caisses d'Épargne et aux mutualités.

Quant aux dépôts du Boerenbond Belge, ils attestent que, malgré la baisse considérable des produits agricoles, les classes rurales disposent encore de larges disponibilités, ce qui est également attesté par les achats de terres arables et de prairies, achats qui, pour la plupart, se font sans recourir au crédit hypothécaire.

Les dépôts des chèques postaux témoignent à la fois du ralentissement de la vitesse de circulation et du développement normal de cette institution.

Les dépôts de la Banque Nationale de Belgique doivent être considérés à part : on sait que, pour une proportion importante, les comptes courants particuliers sont constitués par des avoirs des banques privées. L'accroissement de ces dépôts reflète une prudence accrue par les risques de la situation économi-

que, dans la limite que permettent les disponibilités. Le tableau ci-dessous apporte la confirmation des faits expliqués plus haut.

**Comptes courants particuliers
de la Banque Nationale de Belgique.**
(En millions de francs.)

1929, 3 janvier.....	674
4 juillet.....	270
5 décembre.....	291
1930, 2 janvier.....	984
3 juillet.....	374
4 décembre.....	426
1931, 8 janvier.....	1.180
5 février.....	633
5 mars.....	667
1 ^{er} avril.....	616
7 mai.....	524
4 juin.....	448
2 juillet.....	351
6 août.....	924
3 septembre.....	1.110
1 ^{er} octobre.....	622
5 novembre.....	1.095
3 décembre.....	1.272
1932, 7 janvier.....	884
4 février.....	714
3 mars.....	467
7 avril.....	720
4 mai.....	776
2 juin.....	1.034
7 juillet.....	706
4 août.....	548

Du ralentissement de l'activité et de la stagnation des capitaux, non sollicités par l'esprit d'entreprise, on peut conclure que les banques n'ont guère recherché les dépôts : plusieurs ont fermé un certain nombre des agences ouvertes en province et les taux créditeurs (voir tableau X) sont restés presque inchangés pendant toute l'année 1931.

TABLEAU X.

Taux des dépôts en banque.

Société Générale	A vue	Quinzaine	A 1 mois	A 3 mois	A 6 mois
1931, 15 janvier.....	1,—	2,25	2,35	2,50	2,50
5 avril.....	1,—	2,10	2,20	2,30	2,30
1 ^{er} mai.....	1,—	2,—	2,10	2,20	2,20
1932, 1 ^{er} février.....	1,—	2,10	2,20	2,30	2,50
1 ^{er} mars.....	1,—	2,25	2,40	2,50	2,75
1 ^{er} avril.....	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75

En fait, le taux à vue est resté fixé à 1 p. c. depuis le 5 mai 1930.

* * *

Les profits des banques ont été affectés par la crise, comme ceux de toutes les entreprises.

Le mouvement général des affaires a diminué et les opérations propres des banques, comme celles qu'elles réalisent à la commission, ont diminué en volume.

La crise boursière, en se prolongeant, a réduit les profits, directs et indirects, que les banques réalisaient en transmettant des ordres de bourse, en recueillant des souscriptions, etc. Le tableau ci-après indique le ralentissement des transactions à la Bourse de Bruxelles.

**Opérations de la Caisse de liquidation
de la Bourse de Bruxelles.**

(En millions de francs.)

ANNÉES	Montant mensuel moyen des liquidations	
	Comptant	Terme
1929.....	1.263	304
1930.....	634	157
1931.....	449	99

Les taux des opérations actives des banques (escompte, comptes courants d'avances, émissions) ont été réduits, de même que le volume des opérations. Le ralentissement du commerce international a réduit les bénéfices sur les opérations de change et les placements à l'étranger ont cessé d'être rémunérateurs. Il en a été de même pour les placements industriels, que les circonstances ont amené les banques à étendre assez fortement en 1931.

Cette accumulation de circonstances défavorables a influencé les profits, les cours de bourse et les réserves.

Depuis cinq ans, le rendement du capital investi dans les banques belges a été décroissant. Jusque il y a deux ans, il fallait faire intervenir des phénomènes de réadaptation (augmentations incessantes du capital), mais la chute des profits en 1930 et en 1931 est, presque exclusivement, une conséquence de la crise, les augmentations de capitaux ayant cessé de jouer un rôle dans la diminution du rapport des profits au capital nominal.

Rendement du capital nominal des banques belges.

1926	26,79 %
1927	29,06 %
1928	23,38 %
1929	20,94 %
1930	17,63 %
1931	11,90 %

Le tableau ci-dessous donne une impression plus exacte de la réduction des profits. Les dividendes distribués sont d'ailleurs bien plus réduits encore que les profits dont une partie importante est attribuée aux réserves.

Rendement des fonds propres.

ANNÉES	FONDS PROPRES		Bénéfices	P. c.
	capital versé	réserves		
1926	1.684	+ 1.079	451	16,32 %
1927	2.164	+ 1.542	629	16,97 %
1928	3.282	+ 2.373	768	13,58 %
1929	4.352	+ 3.473	911	11,64 %
1930	4.961	+ 3.778	877	10,03 %
1931	4.198	+ 2.919	519	7,29 %

Alors que, depuis plusieurs années, les banques pouvaient poursuivre une politique persévérante de renforcement des bénéfices réinvestis, pour la première fois, depuis cette année, on constate un renversement de la tendance et l'utilisation des réserves à des amortissements.

L'influence de la crise sur les réserves des banques.

ANNÉES	Augmentations de capital	Mouvement des réserves
(En millions de francs)		
1928	1.646	+ 831
1929	1.080	+ 1.100
1930	21	+ 305
1931	332	— 860

En même temps, la crise a permis de vérifier en ce qui concerne les banques une tendance que nous avons déjà mise en lumière pour les industries (1).

Pendant la phase d'essor de la conjoncture, les besoins de l'industrie et du commerce en capitaux frais dépassent, malgré l'élévation des profits, le montant des bénéfices distribués aux actionnaires. L'essor est donc financé, et souvent pour une fraction très importante, par des ressources extérieures.

Que vienne la phase descendante de la conjoncture, et malgré la baisse des profits, les besoins en capitaux fléchissent encore plus vite que ces derniers et les dividendes dépassent, et parfois très visiblement, les capitaux frais demandés à l'épargne. Il se forme ainsi une masse d'argent disponible, dont l'existence explique le fait que, malgré la baisse des profits, les crises ne sont pas incompatibles avec la création de disponibilités inactives : c'est que les dividendes suivent, malgré tout, des tendances plus constantes que l'esprit d'entreprise, soumis à des règles psychologiques et subjectives. Ce qui précède contribue à expliquer l'abondance relative de l'argent pendant la dépression, argent qui, d'ailleurs, en restant inemployé explique en même temps que les industriels, atteints par la crise, voyant leur fonds de roulement gelé par la mévente des stocks, se plaignent que le crédit est difficile à obtenir. C'est que la prudence commande au banquier de surveiller sa liquidité, et de se défendre contre des demandes d'avances, motivées par la constitution de stocks et non par des ventes susceptibles d'une liquidation prompte et aisée.

Voici le tableau dont nous venons d'indiquer la portée :

Emissions de capitaux frais des banques (En millions de francs.)

ANNÉES	Emissions de capitaux frais (constitutions + augmentations + obligations — apports)	Bénéfice distribué aux actionnaires
1927	612.790	277.961
1928	1.710.961	374.502
1929	1.243.836	452.018
1930	49.575	619.773
1931	104.575	593.182

* * *

Nous compléterons cette rapide revue de la situation des banques belges en 1931 en rappelant quelques chiffres relatifs aux fluctuations de leurs titres en Bourse de Bruxelles.

Au 1^{er} janvier 1931, le capital nominal global des titres de « banques et assurances » inscrits à la Bourse de Bruxelles était de 4.654 millions; au 1^{er} janvier 1932, ce capital s'élevait à 4.526 millions. Au cours de 1931, des titres représentant une valeur de

(1) « Le marché belge de l'argent et des capitaux en 1931 », *Bulletin* de la Banque Nationale de Belgique, vol. I, no 4, 1932.

178 millions ont été rayés de la cote, comme conséquence des fusions.

La valeur globale boursière de ces titres était au 1^{er} janvier 1931 de 11.522 millions; au 1^{er} janvier 1932, elle n'était plus que de 7.587 millions.

Au cours de cette période, l'indice boursier des « banques et assurances » (janvier 1928 = 100) a fléchi de 51 à 34, alors que l'indice général tombait de 55 à 36. Les fluctuations des cours des valeurs bancaires ont donc suivi de très près le mouvement général, ce qui s'explique aisément vu les rapports entre les banques et l'industrie.

* * *

La comparaison de la structure bancaire belge en 1931 à celle des autres pays suffirait par elle-même à montrer la résistance de nos établissements de crédit : aucune faillite importante, aucune inter-

vention de l'Etat, aucun moratoire; les banques font face à la crise avec leurs ressources propres. L'examen de la situation interne des banques belges renforce cette impression favorable. A l'exception des placements industriels, les postes actifs et passifs se contractent en même temps, avec de légers décalages favorables à la liquidité des entreprises. Des pertes ont été subies, les profits ont sensiblement fléchi et le rapport des fonds propres aux placements industriels n'est pas satisfaisant : on veut espérer que c'est là une conséquence transitoire de la liquidation des émissions exagérées de la période de prospérité.

Nous avons toujours considéré que la structure économique du pays était telle que la Belgique serait parmi les premières nations favorisées par la reprise; l'examen de la situation des banques confirme ce jugement.

Total de l'actif	Encaisse et Banque Nationale	Fonds d'Etat titres et participations	Portefeuille commercial	Comptes courants, avances, prêts sur titres	Immeubles et mobilier	DÉSIGNATION	CAPITAL		Réserves	Obligations et emprunts hypothécaires	Créditeurs et comptes courants divers	Dépôts à vue et à terme	Bénéfices nets	Produits en p. c. du capital et des réserves
							versé	à verser						
6,548,383	587,168	2,520,367	873,748	2,547,102	20,000	Société Générale de Belgique	1,900,000	—	1,078,000	103,347	142,166	4,091,721	133,419	6.40
810,427	44,667	270,835	2,421	492,504	—	Union des Banques de Province (1)	62,500	62,500	542	—	741,919	—	5,466	8.67
955,251	208,703	204,914	198,401	340,233	3,000	Banque d'Anvers	100,000	—	110,000	—	50,016	663,918	31,317	14.91
743,709	28,611	128,170	211,375	371,053	1,500	Banque de Flandre et Gand	40,472	19,528	53,000	29	35,351	503,777	11,080	11.85
763,293	50,715	83,801	141,066	495,214	7,500	Banque Générale de Liège et de Huy	50,000	—	50,000	—	72,631	578,718	11,947	11.94
323,229	52,792	28,387	43,345	193,705	5,000	Banque Centrale de la Sambre	10,000	—	21,500	—	52,906	233,339	5,484	17.40
404,952	100,145	61,104	69,317	169,182	5,204	Banque du Hainaut	10,000	—	22,000	—	141,426	226,625	4,901	15.31
361,555	43,495	9,419	71,761	233,880	3,000	Banque Générale du Centre	10,000	—	15,000	—	152,187	179,036	5,332	21.32
283,623	35,095	20,319	33,793	193,716	700	Banque Centrale Tournaisienne	4,000	—	13,000	—	(4) 262,640	—	3,983	23.42
304,274	79,607	7,149	47,019	166,499	4,000	Banque de Verviers	9,000	—	8,000	—	84,448	199,511	3,315	19.50
224,363	39,153	7,905	33,819	143,486	—	Banque Centrale de Namur	6,000	—	7,000	—	11,796	197,093	2,474	19.00
621,475	45,634	82,315	67,763	431,863	4,000	Banque de Courtrai	10,000	—	29,500	—	56,596	519,964	5,415	13.96
359,023	30,185	30,989	131,656	162,496	3,697	Banque Centrale de la Dyle	10,000	—	10,500	—	11,126	323,015	4,382	21.32
94,092	10,615	4,475	9,385	67,046	2,671	Banque Centrale de la Meuse	2,100	900	5,000	—	14,005	71,803	1,484	16.67
452,943	52,015	74,711	40,222	283,995	2,000	Banque Centrale de la Dendre	6,000	—	19,500	—	31,855	390,287	5,301	20.78
148,459	10,863	18,164	22,116	94,516	2,800	Banque Centrale du Limbourg	5,600	4,400	3,100	—	42,886	96,494	379	4.35
140,020	13,316	29,160	18,720	73,324	5,500	Banque Générale de la Flandre Occidentale	7,000	—	3,261	—	9,483	119,669	607	5.91
306,657	86,806	11,418	17,616	183,817	7,000	Banque Générale du Luxembourg	25,000	—	9,674	—	133,417	134,862	3,704	10.67
1,506,345	180,327	215,609	242,981	867,428	—	Caisse Générale de Reports et de Dépôts ..	320,000	—	72,120	—	38,877	1,059,548	16,000	4.08
433,269	12,644	958	—	419,107	560	Credit Foncier de Belgique	5,535	9,465	13,653	394,482	14,803	—	4,796	24.99
4,172,294	691,324	436,680	1,382,379	1,653,540	8,371	Banque Beige pour l'Etranger (1)	147,044	52,956	130,000	4,500	4,297	3,861,760	24,693	8.09
1,630,920	23,884	115,194	1,374,861	113,481	3,500	Société Nationale de Crédit à l'Industrie ..	110,000	40,000	42,462	1,158,048	78,698	215,180	26,532	10.84
2,495,043	365,148	83,095	859,376	1,166,424	21,000	Banque Italo-Belge (1)	100,000	—	100,000	—	1,129,414	1,144,660	29,969	10.48
1,891,854	80,018	58,816	196,018	547,302	9,700	Banque du Congo Belge (1)	20,000	—	47,109	—	179,561	639,962	5,222	7.78
169,164	23,763	69,861	13,475	58,282	3,783	Banque Commerciale du Congo (1)	25,000	—	14,000	—	125,698	—	4,466	11.45
4,443,299	313,906	1,095,769	617,480	2,291,144	125,000	Banque de Bruxelles	600,000	—	500,000	—	56,867	3,236,974	49,458	4.49
224,867	18,832	41,261	124,878	124,878	21,250	Banque Belge d'Aérique (2)	70,000	—	245	—	2,145	149,430	3,047	4.33
278,222	—	231,472	—	30,279	11,500	Credit Général du Congo	225,000	—	2,150	—	333	50,739	p ^{te} 4,971	p ^{te} 2.12
192,710	36,357	83,787	1,530	71,036	—	Banque des Colonies	75,000	—	35,000	—	1,850	80,860	—	—
25,836	651	646	4,684	19,755	100	Banque Arlonaise	813	2,187	2,175	—	9,360	13,078	410	13.72
56,392	7,733	4,614	13,533	30,267	3,785	Banque Sud Belge	9,276	2,724	2,913	—	14,553	29,088	1,102	9.92
520,389	45,810	117,922	60,261	281,396	15,000	Banque Belge du Travail	5,000	45,000	56,000	—	60,296	392,899	6,194	10.15
132,282	4,747	22,857	19,087	77,051	8,540	Banque de l'Est de la Belgique	50,000	—	355	—	51,252	26,926	3,745	7.47
367,826	20,715	54,201	20,100	265,386	7,424	Bank voor Handel en Nijverheid	2,498	7,502	10,000	—	20,597	329,593	5,138	41.11
26,286	559	11,871	492	6,620	1,397	Finance et Industrie	20,000	—	—	—	1,369	4,917	p ^{te} 5,347	p ^{te} 26.73
946,965	85,647	227,733	213,174	415,512	5,000	Credit Anversois	150,000	—	59,000	—	43,429	660,156	34,381	11.66
30,665	117	20,945	—	5,842	200	Credit National Industriel	25,000	—	1,271	—	4,393	—	p ^{te} 3,561	p ^{te} 13.55
356,860	25,354	51,438	41,452	224,622	13,994	Banque de Commerce	41,511	18,489	16,917	—	67,091	228,907	2,434	4.14
14,680	2,302	6,294	1,479	4,434	171	Banque Gén. de Crédit d'Escompte. Anvers ..	5,000	—	357	—	3,433	5,487	403	7.52
2,634	241	385	587	1,204	217	Bank der Kempen	884	1,116	105	—	1,630	—	15	1.51
24,793	2,452	1,263	1,360	19,007	711	Banque du Pays de Termonde	4,156	844	785	—	569	18,866	417	8.43
17,448	710	5,323	3,437	7,019	959	Banq. Génér. de Crédit et d'Esc. Flandre ..	5,000	—	454	—	3,176	8,575	243	4.45
23,483	546	154	704	19,582	853	Banque Industrielle Verrière	10,000	—	—	—	12,619	864	p ^{te} 1,644	p ^{te} 8.64
15,657	174	1,223	—	14,103	157	Comptoir Liégeois de Change et d'Emission ..	2,000	—	2,225	—	6,682	4,741	9	0.22
22,774	3,435	11,622	3,291	11,531	2,895	Banque Provinciale (Mons)	3,000	3,000	2,827	—	11,712	5,106	129	2.21
27,366	928	1,479	919	23,392	648	Credit Ostendais	900	100	2,303	—	—	24,045	118	3.68
33,145	11,235	19,029	—	2,030	851	Banque Coloniale de Belgique (1)	20,000	—	2,317	—	9,647	—	1,181	5.29
155,458	2,528	3,975	28,533	120,172	250	Banque Dubois (1)	25,000	—	3,298	—	222	123,440	3,493	12.36
712,299	343,570	360,229	—	—	8,500	Mutuelle Solvay	141,362	58,638	—	—	570,937	—	—	—
137,868	7,654	75,705	—	52,509	2,000	Banque Jossé Allard	25,000	—	39,791	—	73,077	—	—	—
161,454	8,720	56,788	1,134	94,812	—	Banque H. Lambert	40,000	—	25,000	—	93,856	—	2,598	3.99
347,037	88,970	75,033	—	183,034	—	Banque Industrielle Belge	50,000	—	27,448	—	263,375	—	6,214	8.02
29,017	4,640	9,703	—	12,102	2,572	Caisse Privée de Belgique	19,200	800	312	—	8,844	—	661	3.38
40,903	3,271	5,336	4,516	22,030	5,750	Banque Belge et Coloniale	20,000	—	9,700	—	1,426	8,866	911	3.06
61,937	8,668	6,747	1,404	28,031	17,087	Banq. Anvers. Fonds Publics et Escompte ..	36,000	—	1,225	—	24,680	—	32	0.08
43,854	5,828	8,313	858	22,475	6,380	Credit Financier de Belgique	29,750	—	2,001	129	5,504	4,979	1,491	4.69
13,680	1,832	769	7,247	3,687	145	Credit Commercial de Mons	1,932	5,000	915	—	10,359	—	424	14.63
115,108	5,749	15,207	27,446	60,467	6,239	Credit du Nord Belge	15,000	15,000	7,050	—	5,757	83,175	4,126	18.72
1,653,380	93,182	348,939	293,370	856,258	61,631	Algemeene Bankvereniging	276,000	24,000	153,235	122,656	432,750	636,743	31,996	7.52
28,597	446	1,070	866	25,237	978	Credit Général Brabant Wallon	2,000	—	118	—	26,451	—	28	1.36
46,563	2,516	17,038	5,419	20,697	894	Bank Unie (2)	22,158	2,842	305	—	15,075	8,904	121	0.53
22,109	790	147	15,275	15,275	400	Banque p ^o Comm. et Industr. Anvers	10,000	—	—	—	6,237	5,872	p ^{te} 4,220	p ^{te} 42.20
21,986	840	6,125	1,798	10,681	2,522	Caisse Liégeoise	10,000	—	564	600	1,197	9,223	382	3.71
180,022	19,884	45,346	40,455	64,987	9,350	Comptoir du Centre	30,000	—	5,500	—	2,490	139,682	2,350	6.33
776,954	39,504	77,088	—	641,218	19,145	Caisse Hypothécaire Anversoise	17,415	22,585	58,384	—	663,936	25,240	11,979	14.47
121,170	3,137	—	74,445	42,558	1,030	Soc. Belge de Créd. Ind. et Cr. et Dépôts ..	6,493	13,507	8,500	—	403	103,768	2,006	13.34
	4,117,573	7,651,046	7,626,229	17,591,515	493,001		4,197,649	412,723	2,918,666	1,783,791	6,207,573	21,872,085	519,343	7.29

37,479,364 + 19,743 = 37,499,107

37,499,107

(1) Bilan clôturé le 30 juin 1931. (2) Bilan clôturé le 30 septembre 1931. (3) Ex-Banque d'Extension Industrielle et Commerciale d'Anvers. (4) Comptes courants et dépôts groupés.

CHRONIQUE

Le mouvement de reprise. — Comme on l'aura vu par le discours du Gouverneur de la Banque Nationale que nous avons reproduit dans notre précédent numéro, différents éléments tendent à indiquer que le fond de la crise pourrait bien être atteint et que les premiers symptômes d'un mouvement de reprise paraissent se montrer. Mais M. Franck a pris soin de signaler que, si ces données sont encourageantes, la route à parcourir sera longue et qu'il faudra encore de grands efforts d'adaptation.

Une appréciation semblable se trouve dans différents périodiques anglais, dans le dernier bulletin de l'Institut allemand de conjoncture et dans un ouvrage intéressant, qui vient de paraître en Suisse: *Krisenwende*, de M. Somary. Tous relèvent les symptômes favorables mais insistent, comme le Gouverneur de la Banque Nationale, sur la nécessité de procéder par étapes et lentement.

Les charges d'agent de change à la Bourse de New-York. — On sait que les charges d'agent de change à la Bourse de New-York se transmettent moyennant le paiement de droits très élevés, dont les fluctuations constituent un indice de l'activité boursière du pays.

Nous donnons ci-dessous les variations des prix de ces charges dont la valeur intrinsèque n'est d'ailleurs pas uniforme.

ANNÉE	Montant du droit
	<i>en dollars</i>
1827	100
1862	3.000
1882	32.000
1893 (1)	15.000
1901	80.000
1906	95.000
1907 (1)	51.000
1910	78.000
1913 (2)	45.000
1919	85.000
1920	110.000
1921 (3) (1)	97.000
1927 mai	217.000
1927 juin	220.000
1928 janvier (4)	620.000
1929 mai (4)	419.000
1929 juillet (4)	395.000
1930 mai (4)	478.000
1930 juillet (4)	400.000
1931 février (4)	275.000
1932 mars (4)	140.000
1932 août (4)	150.000
1932 septembre (4)	175.000

(1) Année de crise.

(2) Projet non mis à exécution de réglementation du marché.

(3) Pour les premières années, jusqu'en 1921, ces données sont empruntées à M. le professeur Chleppner.

(4) Suivant l'Agence Economique et Financière.

La crise du sterling en Afrique du Sud. — Le rapport fait par le Gouverneur de la Banque de Réserve de l'Afrique du Sud à l'assemblée générale de juillet 1932, a porté, en partie, sur les circonstances dans lesquelles cet institut d'émission a eu à faire face à des demandes de livres sterling, après le 21 septembre 1931, date de l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne.

Tout d'abord, le rapport éclaircit un point d'histoire : cet abandon n'a pas été mûrement et longuement délibéré et, jusqu'à la dernière minute, les milieux responsables ont cru et espéré que le sterling resterait attaché à l'or. Le rapport de la Banque de Réserve d'Afrique du Sud est formel et positif à cet égard.

Cette constatation est conforme à nos propres renseignements. Jusqu'au samedi 19 septembre, dans la soirée, Londres a espéré l'appui des Etats-Unis, comme il avait obtenu une nouvelle promesse d'avance de Paris.

Les banques privées établies en Afrique du Sud croyant soit à un retour du sterling au pair, soit à l'abandon de l'étalon-or par l'Union Sud-Africaine, laissèrent d'abord leurs avoirs à Londres.

L'Institut d'émission, sans y être tenu, leur fournit les moyens pour faire face aux demandes du public, mais releva son taux d'escompte de 5 p. c. à 6 p. c.

Le Gouverneur explique ensuite en termes mesurés combien les banques privées se sont trompées sur la situation monétaire de l'Union.

« Il y avait de bonnes raisons de prévoir que les réserves de change de l'Afrique du Sud pourraient permettre de faire complètement face aux demandes et, eu égard à ce fait ainsi qu'à la déclaration expresse du gouvernement quant à sa politique monétaire, on aurait pu s'attendre à un ralentissement des demandes de sterling.

» La nouvelle dépréciation du sterling à la fin de l'année (cependant, le point le plus bas fut atteint le 9 décembre, avec une perte de 30 p. c. sur le sterling) sembla donner un nouvel essor au mouvement consistant à suivre le sterling et il en résulta une reprise des demandes de change sur Londres. Les rumeurs tendant à faire croire que l'Union Sud-Africaine devrait abandonner l'étalon-or à une date donnée ne furent pas étouffées par le fait que cette même date fut atteinte et dépassée sans que la prédiction se réalisât. On se contenta, dans les bruits colportés sous le manteau, de retarder la date fatidique.

» C'est par une action ferme que l'on répond le mieux aux potins et la déclaration remise le 13 janvier 1932 à la presse indiqua quelle forme prendrait cette

action et fit connaître en même temps les raisons à la base de celle-ci... Ce communiqué réfutait, entre autres, l'opinion que l'Afrique du Sud n'était que nominalement rattachée à l'étalon-or. Cette opinion aurait trouvé créance dans le resserrement des ventes de change pratiqué par les banques commerciales, mesure prise dans l'intérêt public, mais mal interprétée ou, mieux, déformée par les adversaires du gold standard.

» Les banques commerciales furent constamment informées des mesures que nous avions l'intention de prendre, mais elles ne partagèrent pas notre confiance en la possibilité de rester fidèles à l'étalon-or.

» Comme je l'ai dit plus haut, les banques commerciales, subissant des retraits de dépôts, souhaitaient réduire en même temps les avances, principalement au début de la crise. Des personnes, qui avaient en vain demandé du crédit, s'adressèrent à la Banque de Réserve mais, après enquête, ils nous parut que, dans la majorité des cas, ou bien les garanties offertes n'étaient pas adéquates, ou bien les entreprises pour lesquelles des avances étaient sollicitées n'étaient pas justifiées en période de baisse des prix, et plus généralement, des valeurs.

» C'est à cette époque que plusieurs sociétés d'habitations à bon marché et trusts companies sentirent les effets de la crise. Elles avaient été à même de conserver une encaisse liquide en vendant leurs obligations ou en les engageant en banque, mais lorsque les retraits dépassèrent les dépôts, elles durent solliciter des crédits plus considérables, ce que leurs banquiers, pour les raisons exposées plus haut, n'étaient pas disposés à accorder. C'est alors que la Banque de Réserve intervint et, après accord, les banques acceptèrent d'élargir les crédits, la Banque de Réserve s'engageant à leur venir en aide dans cette question. Il est intéressant de signaler que les banques commerciales n'ont eu recours à ce soutien que dans une mesure insignifiante. »

La livre sud-africaine est aussi ferme que jamais, et la décision de ne pas abandonner l'étalon-or n'a pas été modifiée.

Le seul résultat pratique du mouvement de méfiance et de doute a été de faire gagner en bénéfices de change par l'institut d'émission plus du tiers de la perte que lui avait valu la dévaluation de fait de la livre.

Le Gouverneur a terminé son discours par quelques considérations générales, antérieures aux premiers symptômes de redressement enregistrés depuis lors dans la vie économique. Comme ces symptômes doivent être interprétés avec la prudence convenable, ces considérations n'ont rien perdu de leur intérêt :

« Par leur nature même, les hommes ne seront jamais à même de tirer entièrement parti des leçons du passé. Individuellement, nous sommes tous convaincus que la guerre en elle-même est une absurdité; cependant, il s'écoulera encore beaucoup de temps

avant que nos opinions individuelles aient assez de force pour prévenir la guerre. Il est également vrai que nous sommes tous d'accord que l'optimisme ne devrait jamais mener à l'excès de confiance et à la surspéculation, mais nous savons tous que les erreurs dues à l'excès de confiance se répètent sans cesse. Et chaque victime rejette sur son voisin la responsabilité de ses propres erreurs.

» Telle est bien la situation du monde aujourd'hui. Je n'ai pas à faire allusion aux nombreuses difficultés de tout genre des différents pays du monde : vous lisez les journaux comme moi. Ces problèmes seront résolus en leur temps et d'autres surgiront.

» Mais nombreux sont ceux qui proclament que nous ne devrions pas laisser les choses aller d'elles-mêmes. Plusieurs réclament une nouvelle loi chaque fois qu'ils se trouvent devant une nouvelle difficulté. Certains demandent le soulagement de leurs maux par une action concertée des banques; d'autres enfin mettent leur foi dans le socialisme, le communisme ou le bolchevisme. Je ne suivrai aucune de ces tendances. A mon sens, le monde peut être comparé à un être humain qui, après des années de vie dérégulée, est sérieusement malade. On lui a administré des stimulants de tout genre qui n'ont apporté qu'un soulagement passager et ont laissé le patient dans une situation plus critique qu'auparavant. Ce dont il a besoin, c'est de grand air, de calme, de régime et de s'abstenir de stimulants. Il recouvrera graduellement la santé et ses forces.

Certains paraissent désespérer de l'avenir : qu'ils se souviennent, cependant, qu'une adaptation à la baisse est plus longue qu'un accommodement à des revenus plus élevés et à des conditions de vie plus faciles.

» L'inflation est un procédé facile et, tant qu'il dure, agréable; la déflation est pénible et, tant qu'elle dure, extrêmement déplaisante. Lorsque les prix montaient, les salaires et les traitements s'adaptaient lentement, au détriment du travailleur : à peine le revenu de ce dernier fut-il parvenu au niveau des prix élevés, que la folie toucha à sa fin. Les prix tombèrent, certains lentement, d'autres par à-coups violents. Les salaires, qui étaient restés si longtemps en arrière des prix, ne suivirent pas la baisse de ces derniers au premier moment : les salariés voulaient récupérer un peu de ce qui leur revenait : rien de plus naturel. Mais quel en a été le résultat? Le consommateur, le marchand, le grossiste, le planteur et le manufacturier surent ou sentirent, par intuition, que les revenus, basés sur l'inflation, devaient tôt ou tard être à nouveau basés sur la monnaie saine et que le retour à un niveau normal des prix des produits primaires devait être suivi par celui des autres prix, y compris ceux de la main-d'œuvre. Pourquoi acheter plus que les besoins immédiats, pourquoi entreprendre de nouvelles affaires qui, à bref délai, pourraient être mises en marche avec un capital plus réduit? Pourquoi maintenir des stocks alors que les prix doivent encore baisser.

» Nous avons connu une situation analogue dans l'Union Sud-Africaine pendant la période 1903-1910. Des sommes importantes avaient été dépensées dans le pays pendant la guerre des Boers et l'activité des affaires en avait été fortement accrue. Cette activité fut suivie, dès que cessèrent les conditions économiques artificielles, par une liquidation accompagnée de ses désastreuses séquelles et ce ne fut qu'à la fin que les prix, qui avaient lourdement baissé, remontèrent à un niveau normal.

» C'est exactement ce qui se produit aujourd'hui à

l'échelle mondiale. L'Univers liquide les erreurs des années d'inflation et la prospérité ne peut revenir qu'après cet assainissement.

» Une législation de circonstance, de hautes barrières douanières, le contingentement des importations et du change et tous les expédients de cette espèce ne peuvent, à mon avis, que causer du tort. Les plus urgents besoins du moment sont la prévoyance et le courage de résister à des mesures qui auraient pour effet de reculer par des moyens artificiels la récession qui suit aujourd'hui son cours naturel. »

BOURSE DE BRUXELLES

MARCHE DES CHANGES

La quinzaine écoulée s'est achevée sur une détente sensible de la demande.

La cote du franc français et du dollar, entre autres, a reflété immédiatement ce changement d'orientation. Quittant le cours de 28,2695, le premier s'est replié jusqu'à 28,2375. Le second a fléchi de 7,2150 à 7,20. La livre sterling a eu dans l'ensemble un marché assez instable. Du 7 au 8 septembre, elle passe de 25,14 à 25,225; presque aussitôt, elle revient vers 25,15. Le 15 septembre, elle glisse à 25,10 et ne cesse dès lors de s'affaiblir et se trouve aujourd'hui au-dessous de 25. Le florin termine la quinzaine à 289,65 contre 289,97, cours auquel il s'était arrêté il y a quinze jours. La devise suisse, accentuant son fléchissement antérieur, a subi la même tendance. Elle est descendue de 139,43 à 139. Le reichsmark continue d'être recherché. Son cours a progressé de 171,38 à 171,75. La lire italienne, après s'être maintenue pendant près de deux semaines autour de 37, est revenue ces jours-ci sans transition à 36,90.

Le change espagnol, en progrès marqué sur le marché international, vient en l'espace de quelques jours de s'élever de 58,15 à 59,075 belgas. Plus ou moins dépendantes du change sur Londres, les couronnes scandinaves se sont alourdies après un bref raffermissement. Le Stockholm vaut 127,80 contre 129, l'Oslo 125,70 au lieu de 125,90 et le Copenhague 129,35 venant de 130,25. La couronne tchécoslovaque s'est tenue autour de 21,375. Le zloty s'est avancé de 80,80 à 80,87. Par contre, le dollar canadien s'est effrité de 6,54 à 6,44.

Précédant le revirement du marché au comptant, le marché des devises traitées à terme s'est alourdi dès le 7 septembre. La prime de la livre et du franc français à 3 mois s'est atténuée de 35 à 22 centièmes de belga; celle du dollar pour la même période est tombée d'un tiers, à savoir 0,074 de belga à 0,044.

Comme précédemment, le marché de l'escompte a été quasi inactif. Le taux des premières acceptations commerciales reste autour de 3 p. c. Quant au Call Money, il a été prêté presque constamment à 1 1/4 p. c.

Le 13 septembre 1932.

MARCHE DES TITRES

Comptant.

Dans son ensemble, le marché du comptant a fait preuve de résistance au cours de cette dernière quinzaine, comme on en jugera à la lecture du tableau comparatif ci-après des cours pratiqués respectivement les 20 et 2 septembre.

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 66-63,25; 5 p. c. Restauration Nationale, 78-79; 5 p. c. Intérieur à prime, 445-435,50; 6 p. c. Consolidé 1921, 90-88,50; 5 p. c. Emprunt Belge 1932, 509-505; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 177,75-170; 5 p. c. Dommages de

Guerre 1922, 223,25-220,25; 5 p. c. Dommages de Guerre 1923, 478-475,25.

Aux assurances et banques : Assurances Générales sur la Vie, 6050-5450; Banque Belge pour l'Étranger, 592,50-610; Banque de Bruxelles, 615-600; Banque Nationale de Belgique, 2020-2000; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 2900-2775; Société Belge de Banque, 1575-1475; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 715-747,50; part de réserve Société Générale de Belgique, 4700-4450.

Aux entreprises immobilières, hypothécaires et hôtelières : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 15575-15775; action de capital Hypothécaire Belge-Américaine, 4900-4840; action de dividende idem, 10500-10350.

Aux chemins de fer et canaux : Société Nationale des Chemins de fer Belges, 425,50-418; part de fondateur Congo, 4250-4125; action privilégiée 6 p. c. Katinga, 882,50-852,50; action de jouissance Welkenraedt, 16450-16500.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de dividende Bruxellois, 4600-4650; 20^e part de fondateur Buenos-Ayres, 517,50-490; part sociale Le Caire, 560-615; action de dividende Gand, 650-620; action de dividende Pays de Charleroi, 1160-975.

Aux tramways et électricité (Trusts) : part sociale Bangkok, 675-660; action ordinaire Centrale Industrielle Electrique, 2225-2150; part sociale Compagnie Belge de Chemins de fer et Entreprises, 910-930; action de dividende Electrafina, 600-602,50; action de capital Electrobél, 2100-2150; part de fondateur Electrorail, 4360-4575; action ordinaire Sofina, 11800-12000.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : action de jouissance Compagnie Electrique Anversoise, 3570-3400; 10^e part de fondateur Electricité du Borinage, 3225-3175; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 10275-10525; part de fondateur Electricité de la Dendre, 3810-3850; 10^e part de fondateur Electricité Nord de la Belgique, 7000-6900; part de fondateur Electricité du Pays de Liège, 4850-5025; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 10225-10100.

Aux industries métallurgiques : Usines et Fonderies de Baume et Marpent, 3820-3590; action de capital Fabrique de Fer de Charleroi, 900-825; Clabecq, 16350-16100; Espérance-Longdoz, 2600-2290; Phénix-Works, 452,50-400; Providence, 7650-7375.

Aux charbonnages : Bonnier, 2685-2560; Centre de Jumet, 3950-3620; Hornu et Wasmes, 3275-2725; Noël-Sart-Culpart, 9175-7600; Nord de Gilly, 7750-7500; Sacré-Madame, 2510-2125; Tamines, 2500-2400.

Aux zincs, plombs et mines : Asturienne des Mines, 174-195; Mines Réunion, 173-155; part sociale Overpelt-Lommel, 435-385; 10^e action Vieille-Montagne, 1960-2170.

Aux **glaceries** : Auvelais, 11625-11750; 5^e d'action Charleroi, 3025-2750; action privilégiée Floreffe, 2245-2125.

Aux **industries de la construction** : action de capital Société Belge des Bétons, 655-672,50; action ordinaire Ciments de Visé, 1235-1105; part de fondateur Merbes-Sprimont, 3125-2550.

Aux **industries textiles et soieries** : part sociale Ensivaloise, 1630-1555; action de dividende Etablissements Américains Gratry, 2650-1830; Linière La Lys, 11050-10025; action de capital Soie Viscose, 1000-960.

Aux **produits chimiques** : Auvelais, 935-795; part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 1355-1120; part de fondateur Industries Chimiques, 1475-1375; Laeken, 1625-1580; action de capital Sidac, 2860-2725; action de dividende idem, 2260-2010; part sociale Union Chimique Belge 515-540.

Aux **valeurs coloniales** : part de fondateur Auxiliaire Chemins de Fer Grands Lacs, 3425-3500; Ciments du Katanga, 3025-2875; action de capital Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 2280-2275; action privilégiée Katanga, 32000-36100; action ordinaire idem, 29050-28800; 100^e part de fondateur Minière Grands Lacs, 1160-1232,50; 1/3 action dividende Simkat, 955-925; action privilégiée Union Minière du Haut Katanga, 3075-3430.

Aux **alimentation** : Bodega, 2330-2155; action de capital Compagnie Industrielle Sud-Américaine, 1200-1150; Minoteries et Elévateurs à grains, 1615-1645;

action de jouissance Moulins des Trois Fontaines se répète à 5350.

Aux **industries diverses** : 9^e action ordinaire De Naeyer, 2625-2600; part sociale Englebert, 2700-2430; part de fondateur Grands Magasins de l'Innovation, 3800-3395.

Aux **pétroles** : action de dividende Nafta, 647,50-550; Pétrofina, 627,50-620.

Aux **actions étrangères** : part de fondateur Banque Agricole d'Egypte, 53500-53000; action de dividende Cairo Héliopolis, 2340-2290; Sévillane d'Electricité, 1200-1075; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 15800-14500; part bénéficiaire Electricité de Paris, 21950-23475; Société Franco-Belge de Matériel de Chemin de Fer, 2065-2050; part bénéficiaire Parisienne, 2850-2765; part de fondateur Exploitations Indes Orientales, 4600-4200; part de fondateur Huileries de Deli, 1675-1530; Arbed, 2750-2500.

Terme.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 2335-2565; Barcelona Traction, 408,75-435; Brazilian Traction, 368,75-370; action de capital Buenos-Ayres, 106,50-114,50; action de capital Gaz du Nord, 975-990; Héliopolis, 1475-1560; Royal Dutch, 2350-2380; action ordinaire Sécurities, 277,50-297,50; action privilégiée Sidro, 502,50-522,50; action de capital Transports, Electricité, Gaz, 565-552,50; action privilégiée Soie de Tubize, 271,25-351,25.

STATISTIQUES

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES	Taux officiels (B. N. de B.)			Taux « hors banque »		Taux du « call money »		Taux des reports (1)	
	escompte d'acceptat. et de traites domiciliées	escompte de traites non domic. et de promesses	prêts et avances sur fonds publics nationaux	papier commercial	papier financier	en compensation	marché	sur valeurs au comptant	sur valeurs à terme
6 septembre 1932	3,50	4,—	4,50	3,—	3,50	1,25	1,25	6,50	6,—
7 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
8 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
9 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
10 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
12 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
13 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
14 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
15 —	3,50	4,—	4,50	3,—	3,50	1,25	1,25	6,50	6,—
16 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
17 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,125	1,125	6,50	6,—
19 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,25	1,25	6,50	6,—
20 —	3,50	4,—	4,50	3,—	—	1,125	1,25	6,50	6,—

(1) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

II. — Taux des dépôts en banque.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinz.	Compte de dépôts à :					Caisse Gén. d'Épargne et de Retraite	
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans et plus	jusque 20.000 francs	au-delà de 20.000 fr.
<i>A. — Au 20 septembre 1932 :</i>									
Société Générale	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Banque de Bruxelles	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Caisse de Reports	1,—	2,36	—	2,50	2,75	—	—	—	—
Algemeene Bankvereniging	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	—	—	—	3,—	3,25	3,75	4,—	—	—
Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	—	—	—	—	—	—	—	3,—	2,—
<i>B. — Les derniers mois :</i>									
1930	1,15	(*) 3,28	(**) 3,35	(**) 3,40	(**) 3,55	(***) 4,15	(***) 4,30	3,80	2,85
1931	1,—	2,11	2,20	2,30	2,30	3,10	3,35	3,—	2,—
1931 Juin	1,—	2,03	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Juillet	1,—	2,02	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Août	1,—	2,01	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Septembre	1,—	2,03	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Octobre	1,—	2,05	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Novembre	1,—	2,07	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Décembre	1,—	2,06	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
1932 Janvier	1,—	2,05	2,10	2,20	2,20	3,—	3,25	3,—	2,—
Février	1,—	2,15	2,20	2,30	2,50	3,50	3,75	3,—	2,—
Mars	1,—	2,28	2,30	2,40	2,65	3,50	3,75	3,—	2,—
Avril	1,—	2,37	2,40	2,50	2,75	3,60	3,85	3,—	2,—
Mai	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Juin	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Juillet	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Août	1,—	2,33	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—

(*) Taux du compte de quinzaine à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts (deuxième quinzaine du mois).

(**) Moyenne des taux appliqués dans les quatre premières banques désignées ci-dessus.

(***) Moyenne des taux appliqués à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES

I. — Cours quotidiens.

DATES	LONDRES 1 £ = 36 belgas	PARIS 100 fr. = 28,1773 b.	NEW-YORK (câble) 1 \$ = 7,19193 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 289,086 b.	GENÈVE 100 fr. = 138,77 b	MADRID 100 P. = 138,77 b.	ITALIE 100 lires = 37,852 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 192,736 b.	OSLO 100 cr. = 192,736 b.	COPENHAGUE 100 cr. = 192,736 b.	PRAGUE 100 Kr. = 21,3086 b.	MONTREAL 1 \$ = 7,19193 b.	BERLIN 100 M. = 171,321 b.	VIENNE 100 sch. = 101,20 b.	VARSOVIE 100 zl. = 80,68 b.	BUDAPEST 100 peng. = 125,79 b.	LETTONE 100 Lats = 138,77 b.
6 septemb. 1932.	25,075	28,2695	7,2135	290,06	139,54	58,10	36,97	128,86	125,55	129,90	21,375	6,51	171,38	—	80,775	—	—
7 —	25,14	28,26975	7,213	289,97	139,43	58,025	36,975	129,—	125,90	130,25	21,375	6,54	171,38	—	80,80	—	—
8 —	25,225	28,26125	7,219	289,55	139,27	57,98	37,—	129,55	126,40	130,875	21,375	6,55	171,32	—	80,80	—	—
9 —	25,155	28,2675	7,218	289,75	139,2625	58,075	37,—	129,20	126,15	130,60	21,385	6,52	171,46	—	80,825	—	—
12 —	25,165	28,26875	7,21875	289,69	139,14	58,125	37,05	129,125	126,—	130,75	21,345	6,54	171,63	—	80,85	—	—
13 —	25,135	28,269	7,21675	289,85	139,20	58,075	37,—	129,025	126,075	130,575	21,375	6,51	171,70	—	80,825	—	—
14 —	25,155	28,26925	7,215	289,81	139,25	58,075	37,—	129,10	126,35	130,60	21,375	6,50	171,78	—	80,875	—	—
15 —	25,1075	28,2695	7,215	289,79	139,27	58,15	37,—	128,90	126,40	130,35	21,375	6,51	171,825	—	80,80	—	—
16 —	25,06	28,26925	7,21625	289,68	139,29	58,15	37,—	128,675	126,21	130,15	21,375	6,50	171,83	—	80,85	—	—
19 —	25,075	28,26975	7,21725	289,69	139,07	58,64	36,99	128,65	126,35	130,25	21,365	6,50	171,80	—	80,775	—	—
10 —	25,06	28,2695	7,2149	289,70	139,16	59,10	36,98	128,40	126,35	130,06	21,375	6,48	171,80	—	80,74	—	—

II. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas).

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR		POUR 1 \$		POUR 100 FLORINS	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
<i>à 1 mois :</i>								
6 septembre 1932	R 0,075	R 0,080	R 0,080	R 0,085	R 0,015	R 0,018	R 1,10	R 1,40
7 —	R 0,115	R 0,130	R 0,110	R 0,130	R 0,018	R 0,024	R 1,40	R 1,80
8 —	R 0,110	R 0,120	R 0,100	R 0,110	R 0,016	R 0,024	R 1,40	R 2,—
9 —	—	R 0,105	—	R 0,110	R 0,016	R 0,022	—	R 1,40
10 —	R 0,070	R 0,080	—	R 0,080	R 0,013	R 0,015	—	R 1,—
12 —	R 0,070	R 0,080	R 0,070	R 0,080	R 0,013	R 0,015	R 0,60	R 0,80
13 —	R 0,085	—	R 0,085	—	R 0,018	—	R 0,90	—
14 —	R 0,090	R 0,100	R 0,090	R 0,100	R 0,018	R 0,022	R 0,80	R 1,20
15 —	R 0,100	R 0,110	R 0,100	R 0,110	R 0,020	R 0,024	R 1,—	R 1,20
16 —	R 0,090	R 0,105	R 0,095	R 0,105	R 0,020	R 0,024	R 1,—	R 1,40
17 —	R 0,090	R 0,100	—	R 0,100	—	R 0,022	—	R 1,—
19 —	R 0,085	R 0,095	R 0,090	R 0,100	R 0,016	R 0,020	R 0,70	R 1,—
20 —	R 0,070	R 0,080	R 0,070	R 0,080	R 0,012	R 0,016	R 0,80	R 1,20
<i>à 3 mois :</i>								
6 septembre 1932	R 0,270	R 0,290	R 0,280	R 0,300	R 0,054	R 0,060	R 2,50	R 2,80
7 —	R 0,350	R 0,370	R 0,350	R 0,380	R 0,074	R 0,084	R 3,80	R 4,40
8 —	R 0,300	R 0,320	R 0,310	R 0,340	R 0,072	R 0,080	R 3,60	R 4,40
9 —	—	R 0,295	—	R 0,300	—	R 0,080	—	R 3,40
10 —	R 0,220	R 0,230	—	R 0,250	—	R 0,060	—	R 2,—
12 —	R 0,230	R 0,240	R 0,240	R 0,255	R 0,050	R 0,060	R 2,20	R 2,50
13 —	R 0,260	—	R 0,270	R 0,280	R 0,054	R 0,064	R 2,60	—
14 —	R 0,260	R 0,270	R 0,260	R 0,265	R 0,056	R 0,064	R 2,60	R 2,80
15 —	R 0,260	R 0,270	R 0,260	R 0,270	R 0,060	R 0,068	R 2,80	R 3,20
16 —	R 0,255	R 0,265	R 0,255	R 0,265	R 0,060	R 0,064	R 2,60	R 3,—
17 —	R 0,240	R 0,250	—	R 0,260	—	R 0,060	—	R 2,60
19 —	R 0,230	R 0,240	R 0,240	R 0,260	R 0,052	R 0,060	R 2,20	R 2,60
20 —	R 0,220	R 0,230	R 0,225	R 0,240	R 0,044	R 0,052	R 2,50	R 2,80
<i>Moyennes des cotations antérieures (à 3 mois) :</i>								
1930	R 0,0077	R 0,0070	R 0,0141	R 0,0093	R 0,0016	R 0,0019	R 0,1923	R 0,0428
1931	D 0,0990	D 0,1035	R 0,0182	R 0,0174	D 0,0165	D 0,0143	D 0,6177	D 1,0217
1931 Juin	D 0,0500	D 0,0490	R 0,0150	R 0,0190	D 0,0003	R 0,00025	D 0,0430	D 0,0540
Juillet	R 0,0064	R 0,0004	R 0,0213	R 0,0290	R 0,0118	R 0,0070	R 0,1500	pair
Août	D 0,1040	D 0,0840	R 0,0290	R 0,0320	R 0,0080	R 0,0120	R 0,1430	R 0,2830
Septembre	D 0,1940	D 0,1650	D 0,0060	D 0,0100	R 0,0310	R 0,0004	R 0,3000	D 0,2330
Octobre	D 0,2800	D 0,2460	R 0,0560	R 0,0590	D 0,0820	D 0,0620	D 3,2000	D 4,1450
Novembre	D 0,2100	D 0,1920	R 0,0020	R 0,0110	D 0,0510	D 0,0380	D 1,8940	D 1,7570
Décembre	D 0,2240	D 0,2050	R 0,0370	R 0,0350	D 0,0480	D 0,0430	D 3,2900	D 3,2800
1932 Janvier	D 0,1180	D 0,1070	R 0,0610	R 0,0757	D 0,0360	R 0,0315	D 2,6290	D 2,4070
Février	D 0,0191	D 0,0233	R 0,0990	R 0,1103	D 0,0182	D 0,01435	D 0,9480	D 0,6444
Mars	R 0,1820	R 0,1940	R 0,1480	R 0,1580	R 0,0100	R 0,0150	R 0,3170	R 0,7680
Avril	R 0,0470	R 0,0500	R 0,0560	R 0,0690	D 0,0190	D 0,0170	R 0,0071	R 0,1450
Mai	R 0,0150	R 0,0210	R 0,0250	R 0,0320	R 0,0460	D 0,0390	R 0,0500	R 0,1700
Juin	R 0,0010	R 0,0035	D 0,0060	D 0,0010	D 0,0600	D 0,0470	R 0,0580	R 0,1400
Juillet	R 0,0460	R 0,0120	R 0,0440	R 0,0100	D 0,0120	D 0,0160	R 0,3060	R 0,0850
Août	R 0,1850	R 0,1840	R 0,2000	R 0,2000	R 0,0375	R 0,0410	R 1,7300	R 1,8500

INDICES DES PRIX.

DATES	INDICES SIMPLES DES PRIX DE DÉTAIL EN BELGIQUE (1) (Base : avril 1914, indice 100)						INDICES DU COUT DE LA VIE EN BELGIQUE 3 ^e CATÉGORIE (Base : 1921, ind. 100)			
	Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Pour le royaume		Alimentation	Ensemble		
					en fr.-nouv.	en fr.-or (2)				
1930	plus haut	942	951	889	891	895	129	226	235	
	plus bas	890	908	833	841	859	124	201	221	
	moyenne	911	925	859	861	874	126	210	226	
1931	plus haut	871	893	817	823	846	122	197	217	
	plus bas	793	802	734	736	764	110	162	192	
	moyenne	824	836	768	774	798	115	177	203	
1931	Juin	826	833	768	776	798	115	176	201	
	Juillet	809	819	759	761	789	114	175	201	
	Août	809	817	761	761	787	113	173	199	
	Septembre	814	817	762	758	786	113	175	201	
	Octobre	806	814	752	752	781	113	173	199	
	Novembre	801	808	746	752	776	112	170	197	
	Décembre	793	802	734	736	764	110	162	192	
	1932	Janvier	784	788	722	720	752	108	158	189
		Février	761	772	703	704	734	106	152	184
		Mars	760	760	695	695	725	104	149	182
		Avril	745	749	686	687	715	103	144	179
		Mai	746	748	683	683	712	103	145	179
Juin		743	746	684	677	708	102	144	178	
Juillet		740	740	684	675	708	102	145	179	
Août		741	741	681	675	706	102	144	178	

DATES	INDICES DES PRIX DE GROS								
	Belgique (Ministère de l'Industrie et du Travail) Base : avril 1914		Angleterre (B. of Trade) Base : 1913	Allemagne (Statistisches Reichsamt) Base : 1913	Etats-Unis (B. of Labor) Base : 1926 (3)	France (Statistique Générale de la France) Base:juil.1914	Pays-Bas (Bur. central de Statistique) Base : 1913		
	fr.-nouveaux	francs-or (2)							
1930	plus haut	808	116	131	132	93	576	131	
	plus bas	679	98	109	118	80	498	107	
	moyenne	744	107	120	125	86	543	117	
1931	plus haut	661	95	107	115	78	494	105	
	plus bas	573	83	99	104	69	413	85	
	moyenne	626	90	104	111	73	462	97	
1931	Juin	642	93	103	112	72	477	100	
	Juillet	635	92	102	112	72	466	97	
	Août	616	89	99	110	72	455	94	
	Septembre	597	86	99	109	71	437	91	
	Octobre	591	85	104	107	70	423	89	
	Novembre	584	84	106	107	70	417	89	
	Décembre	573	83	106	104	69	413	85	
	1932	Janvier	557	80	106	100	67	414	84
		Février	554	80	105	100	66	421	83
		Mars	548	79	105	100	66	427	82
		Avril	539	78	102	98	65	425	80
		Mai	526	76	101	97	64	421	79
Juin		514	74	98	96	64	408	78	
Juillet		512	74	98	96		404	76	
Août		524	76						

(1) Indice au 15 de chaque mois.
(2) Sur la base du taux de stabilisation.
(3) Nouvel indice pour 784 produits.

INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE.

Base : moyenne mensuelle du chiffre d'affaires de 1927 = 100.

PERIODES	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931
Septembre	111	101	137	120	142	138	128	118	83	58	129	114	127	141
Octobre	140	116	145	126	133	125	141	124	89	63	140	129	190	172
Novembre	95	85	114	88	163	147	132	126	75	58	131	115	149	137
Décembre	116	105	163	136	225	208	153	135	76	59	144	132	152	144
	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932
Janvier	85	78	117	104	118	121	130	117	68	55	135	120	165	145
Février	80	73	95	90	129	123	112	110	62	55	122	114	136	118
Mars	126	101	127	101	126	120	129	119	66	56	125	119	164	149
Avril	130	109	119	101	116	114	128	114	67	58	124	116	164	139
Mai	123	105	107	91	120	109	124	112	63	55	120	109	149	131
Juin	131	110	122	114	168	143	122	111	64	56	114	110	136	119
Juillet	86	68	86	74	135	120	136	118	63	54	125	113	127	107
Août	71	59	91	72	116	109	123	(1) 115	63		115		120	

(1) Indice provisoire.

ABATAGES DANS LES PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS.

PÉRIODES	Nombre de bêtes abattues.				
	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1930 Moyenne mensuelle	9.674	1.197	9.705	18.702	6.852
1931 Moyenne mensuelle	8.578	809	9.385	22.863	6.010
1931 Juin	8.010	582	9.889	25.982	1.919
Juillet	10.033	712	12.195	29.411	2.658
Août	8.308	669	8.980	24.319	3.023
Septembre	9.707	676	9.691	24.350	7.441
Octobre	9.308	967	8.502	20.081	9.026
Novembre	8.180	850	7.800	16.737	10.141
Décembre	9.558	1.132	9.553	19.433	11.485
1932 Janvier	9.388	954	8.213	19.582	7.641
Février	9.815	743	8.002	19.725	6.540
Mars	12.653	787	11.760	21.808	5.738
Avril	11.564	609	11.119	18.671	3.204
Mai	10.282	502	12.018	22.025	2.197
Juin	12.946	561	13.755	24.455	2.064
Juillet	10.733	550	10.534	18.145	1.731
Août	12.846	605	12.050	20.915	1.840

STATISTIQUE DU CHOMAGE EN BELGIQUE (1).

MOIS	ASSURÉS EN ÉTAT DE CHÔMAGE AU DERNIER JOUR OUVRABLE DU MOIS								TOTAL DES JOURNÉES PERDUES			
	Chiffres absolus				Moyenne pour cent assurés				A		B	
	Chômage complet		Chômage intermittent		Chômage complet		Chômage intermittent					
	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931
Août.....	19.242	70.873	51.710	120.842	3,0	9,9	8,2	16,8	310	730	5,17	12,50
Septembre.....	24.109	75.222	60.181	121.674	3,8	10,2	9,5	16,5	334	810	5,50	13,50
Octobre.....	27.322	81.318	54.804	126.060	4,3	11,1	8,5	17,2	382	900	6,37	14,70
Novembre.....	38.973	97.807	76.043	140.776	6,1	12,6	12,0	18,1	492	940	8,20	15,10
Décembre.....	63.540	129.380	117.519	164.099	9,2	17,0	17,0	21,5	629	1.223	11,20	21,30
	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932
Janvier.....	77.181	153.925	112.784	179.560	11,1	20,0	16,2	23,2	875	1.484	14,60	24,70
Février.....	81.750	168.676	121.906	194.509	11,7	21,0	17,4	24,3	980	1.514	16,20	25,20
Mars.....	81.305	158.016	125.972	191.742	11,3	19,3	17,7	23,4	884	1.515	14,70	25,20
Avril.....	70.377	153.441	110.139	187.095	10,0	18,7	15,6	22,8	787	1.467	13,70	24,40
Mai.....	56.250	160.700	97.755	191.084	7,9	18,9	13,8	22,5	650	1.300	10,80	22,50
Juin.....	64.014	157.432	103.273	183.894	9,0	18,7	14,5	21,8	672	1.432	11,20	23,40
Juillet.....	64.754	159.785	117.404	174.646	9,0	18,5	16,4	20,2	775	1.437	12,90	24,00

(A) Par mille assurés et par semaine.

(B) En pour cent de l'ensemble des journées qu'auraient pu fournir les assurés.

(1) Statistique du ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la « Revue du Travail ».

ACTIVITE DE LA CONSTRUCTION.

PÉRIODES	AUTORISATIONS DE BATIR			
	Constructions d'immeubles	Reconstructions	Transformations	TOTAL
Année 1930.....	2.338	132	8.930	11.400
Année 1931.....	3.115	160	8.895	12.170
1931 Juin.....	425	21	871	1.317
Juillet.....	279	18	894	1.191
Août.....	318	14	718	1.050
Septembre.....	285	17	766	1.068
Octobre.....	249	7	793	1.049
Novembre.....	208	7	637	852
Décembre.....	220	9	651	880
1932 Janvier.....	275	7	467	749
Février.....	227	14	534	775
Mars.....	351	13	687	1.051
Avril.....	363	2	678	1.043
Mai.....	402	7	666	1.075
Juin.....	268	6	742	1.016
Juillet.....	304	16	642	962
Août.....	256	17	650	923

**DECLARATIONS DE FAILLITE
ET HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS PREVENTIFS A LA FAILLITE
PUBLIEES AU MONITEUR DU COMMERCE BELGE**

PÉRIODES (13 semaines)	Nombre de faillites			Nombre de concordats homologués		
	1930	1931	1932	1930	1931	1932
Première période.....	138	222	285	39	79	54
Deuxième période.....	144	174	306	39	48	110
Troisième période.....	137	158		46	43	
Quatrième période.....	156	298		71	41	

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES.

I. — Recettes et dépenses d'exploitation (millions de francs)

PÉRIODES	RECETTES				DÉPENSES	EXCÉDENT	COEFFICIENT D'EXPLOITATION
	Voyageurs	Marchandises	Produits extraordinaires	Ensemble			
1930 Moyenne mensuelle	81,2	206,9	5,9	294,0	267,3	26,7	90,93
1931 Moyenne mensuelle	72,2	179,8	5,6	257,6	252,0	5,6	97,84
1931 Juin	73,8	184,8	5,1	263,7	250,8	12,9	95,09
Juillet	87,5	183,7	4,6	275,8	255,5	20,3	92,63
Août	98,2	175,9	4,5	278,6	251,3	27,4	90,18
Septembre	82,1	182,6	4,8	269,5	245,6	23,9	91,14
Octobre	66,2	197,3	5,0	268,4	249,1	19,3	92,80
Novembre	59,4	173,6	4,3	237,3	243,2	— 5,9	102,50
Décembre	61,0	147,6	12,8	221,4	244,4	— 23,0	110,40
1932 Janvier	59,4	139,5	5,9	204,8	237,1	— 32,3	115,78
Février	49,8	140,2	4,1	194,1	237,1	— 42,9	122,11
Mars	60,3	142,5	3,9	206,7	235,2	— 28,5	113,78
Avril	54,9	143,3	4,2	202,4	223,4	— 21,0	110,37
Mai	65,1	127,9	4,0	197,0	217,0	— 20,0	110,14
Juin	56,9	131,1	3,7	191,8	213,2	— 21,4	111,17
Juillet	70,9	112,5	4,4	187,8	211,1	— 23,3	112,38
Août (chiffres provisoires) ...	78,2	126,0	3,6	207,8	212,7	— 4,9	102,35

II. — Nombre de wagons fournis à l'industrie.

- A) Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations belges, y compris ceux pour le transport de houille, coke et briquettes;
- B) Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes;
- C) Nombre de wagons chargés en provenance des réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

PÉRIODES	A	B	C	A + C
1930 Moyenne mensuelle	475.997	112.654	155.262	631.259
1931 Moyenne mensuelle	430.855	112.994	125.609	556.464
1931 Juin	442.755	107.057	127.882	570.637
Juillet	446.242	111.259	126.125	572.367
Août	423.775	109.672	122.703	546.478
Septembre	444.964	120.377	130.742	575.706
Octobre	480.518	131.070	131.219	611.737
Novembre	430.054	108.026	120.223	550.277
Décembre	366.934	97.772	108.322	475.256
1932 Janvier	350.953	98.020	91.642	442.595
Février	355.052	100.440	97.300	452.352
Mars	375.369	101.280	98.635	474.004
Avril	363.775	92.937	97.655	461.430
Mai	330.620	86.062	89.155	419.775
Juin	349.167	84.380	88.399	437.566
Juillet	296.984	61.990	80.045	377.029
Août	326.357	79.920	81.214	407.571

III. — Statistique du trafic.

1° Trafic général.

PÉRIODES	VOYAGEURS		MARCHANDISES					
	Nombre (milliers)	Voyageurs-km. (millions)	Tonnes totales (milliers)	Tonnes-km. (millions) (*)				
				Service intérieur	Service mixte	Service internat.	Transit	Total
1930 Moyenne mensuelle	19.645	542	6.633	221	42	232	100	595
1931 Moyenne mensuelle	17.628	480	5.794	192	36	204	70	502
1931 Avril	16.579	476	5.846	191	35	206	78	510
Mai	17.791	491	5.630	181	35	199	74	489
Juin	17.556	488	5.854	193	33	213	72	511
Juillet	18.042	535	5.951	206	38	205	73	522
Août	18.387	567	5.721	190	38	206	70	504
Septembre	17.919	505	6.045	206	40	211	66	523
Octobre	16.947	452	6.384	223	42	203	62	530
Novembre	16.683	434	5.838	196	36	185	59	476
Décembre	16.577	434	4.838	165	30	166	57	419
1932 Janvier	15.858	409	4.604	132	—	175	77	384
Février	14.885	388	4.619	136	—	170	82	388
Mars	15.770	429	4.712	149	—	166	71	386
Avril	14.558	393	4.617	140	—	166	79	385
Mai	16.284	451	4.234	122	—	153	72	347
Juin	14.880	413	4.422	129	—	155	77	361
Juillet			3.653					319

(*) Jusqu'en décembre 1931, le trafic est réparti d'après les frontières du réseau; à partir de janvier 1932, d'après les frontières du pays.

2° Transports de marchandises en service intérieur.

PÉRIODES	Nombre de tonnes (milliers)										
	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Produits de carrières sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtements	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industrielles, pétroles, brais et goudrons	Divers	TOTAUX
1930 Moyenne mensuelle	414	1.126	68	284	504	599	35	132	46	277	3.485
1931 Moyenne mensuelle	354	1.135	33	240	402	502	25	118	45	221	3.076
1931 Avril	273	1.030	4	251	433	545	30	163	48	262	3.039
Mai	245	995	20	225	444	565	27	97	50	230	2.898
Juin	243	1.028	25	262	472	612	24	96	43	244	3.049
Juillet	287	1.051	24	233	496	623	25	98	43	256	3.136
Août	250	1.098	18	245	449	554	25	98	42	250	3.029
Septembre	272	1.236	14	231	432	571	29	108	45	282	3.220
Octobre	738	1.286	21	256	430	545	21	102	48	233	3.680
Novembre	786	1.156	17	236	351	422	21	91	44	208	3.332
Décembre	285	1.060	19	209	279	363	21	108	44	209	2.600
1932 Janvier	274	1.088	17	186	276	306	19	118	46	187	2.517
Février	234	1.128	17	212	286	275	21	156	47	184	2.560
Mars	243	1.112	12	188	302	349	22	166	51	186	2.631
Avril	228	1.036	11	220	319	399	20	129	47	170	2.579
Mai	192	928	16	193	308	380	16	85	40	157	2.315
Juin	196	920	13	214	347	441	16	81	36	174	2.438

MOUVEMENT DU PORT D'ANVERS (1).

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de stères)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de stères)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)
				chargés	sur lest							
1930 Moyenne mensuelle ..	917	1.955	873	767	149	969	3.684	1.073	366	3.649	1.054	200
1931 Moyenne mensuelle ..	880	1.866	877	746	130	857	3.810	1.153	365	3.724	1.103	232
1931 Juin	865	1.914	958	726	142	868	3.810	1.216	387	3.623	1.101	278
Juillet	905	1.947	923	765	123	875	4.008	1.171	362	3.931	1.141	277
Août	892	1.884	919	738	125	829	3.917	1.234	391	3.858	1.162	227
Septembre	909	1.864	991	799	127	889	4.113	1.242	417	3.998	1.157	283
Octobre	934	1.881	979	775	151	949	4.273	1.302	405	4.145	1.251	308
Novembre	907	1.861	965	769	149	805	3.850	1.206	334	3.682	1.120	277
Décembre	816	1.730	919	684	155	792	3.626	1.095	296	3.540	1.034	266
1932 Janvier	786	1.702	792	634	151	711	3.522	1.014	241	3.404	963	237
Février	818	1.606	754	710	111	645	3.432	1.108	256	3.336	999	241
Mars	751	1.577	649	631	123	642	3.564	1.110	272	3.645	1.086	218
Avril	735	1.595	736	641	121	707	3.653	1.096	238	3.867	1.173	238
Mai	769	1.636	737	607	118	614	3.466	1.008	238	3.508	1.044	247
Juin	747	1.611	787	621	126	675	3.645	1.046	261	3.788	1.085	264
Juillet	783	1.614	781	638	127	597	3.787	1.063	225	3.729	1.021	232
Août	784	1.669		676	119		3.635	1.019		3.600	1.014	

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers

MOUVEMENT DU PORT DE GAND.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Entrées	Sorties
1930 Moyenne mensuelle.	230	245	331	230	244	132	242	123
1931 Moyenne mensuelle.	212	214	212	212	214	158	225	116
1931 Juin	197	207	286	189	171	133	234	144
Juillet	215	225	164	195	199	137	180	68
Août	219	221	221	222	225	138	239	140
Septembre	231	229	279	231	219	203	250	106
Octobre	252	258	250	267	275	151	245	151
Novembre	229	221	194	219	211	186	229	120
Décembre	219	209	195	222	214	231	211	123
1932 Janvier	240	224	141	231	200	145	130	97
Février	194	177	184	214	207	165	181	121
Mars	200	181	209	190	173	114	150	97
Avril	185	172	153	195	177	109	157	85
Mai	145	147	183	143	155	96	129	103
Juin	154	164	166	153	158	101	143	138
Juillet	158	170	207	153	166	77	111	96
Août	169	191		172	197			

ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION EN BELGIQUE.

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION					CAISSE DE LIQUIDATION DE LA BOURSE DE BRUXELLES			
	BRUXELLES ET PROVINCE			BRUXELLES		COMPTANT			TERME
	Nombre de chambres à la fin de la période	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de séances	Nombre de participants à la fin de la période	Montant des liquidations	Montant des liquidations
								(millions de francs)	(millions de francs)
1930 Moyenne mensuelle	38 (2)	394	37.834	174	25.765	20	250 (2)	634	157
1931 Moyenne mensuelle	38 (2)	365	31.116	162	21.391	21	250 (2)	449	99
1931 Juin	38	379	34.131	167	24.420	22	250	511	92
Juillet	38	374	37.360	163	26.370	21	250	517	150
Août	38	344	26.204	149	17.113	21	250	302	73
Septembre	38	352	30.292	152	20.654	22	250	414	92
Octobre	38	383	30.354	168	20.159	22	250	462	91
Novembre	38	362	22.573	161	14.478	19	250	326	59
Décembre	38	389	28.318	176	18.863	22	250	350	60
1932 Janvier	38	369	26.770	170	18.425	20	250	405	60
Février	38	347	24.966	162	16.798	20	250	337	80
Mars	38	353	29.758	167	20.546	21	250	438	152
Avril	38	360	24.774	168	16.866	21	250	285	72
Mai	38	338	22.034	160	15.101	19	250	273	39
Juin	38	339	21.763	159	14.611	22	250	290	39
Juillet	38	331	24.463	156	17.315	18	250	239	55
Août	38	330	23.126	155	16.237	22	250	369	61

(1) Dans ce montant, les achats ou les ventes ne sont comptés qu'une seule fois.
 (2) Au 31 décembre.

MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX EN BELGIQUE.
 (millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à la fin de la période	Avoir global (moyenne journalière)	CRÉDITS		DÉBITS		Mouvement général	Pourcentage des opérations sans emploi de numéraire
			Versements	Virements	Chèques et divers	Virements		
1930 Moyenne mensuelle	(*) 274.438	2.070	4.127	9.820	4.114	9.827	27.889	87,1
1931 Moyenne mensuelle	(*) 296.777	2.179	3.859	9.018	3.826	9.026	25.730	86,6
1931 Juin	285.998	2.206	3.719	9.167	3.793	9.174	25.853	87,2
Juillet	287.495	2.112	4.113	9.072	4.057	9.082	26.324	85,8
Août	289.032	2.102	3.570	8.607	3.618	8.602	24.397	86,9
Septembre	290.671	2.075	3.618	8.575	3.647	8.570	24.411	86,8
Octobre	292.708	2.146	4.425	9.301	4.146	9.312	27.185	85,5
Novembre	294.743	2.285	3.302	8.529	3.482	8.534	23.847	87,1
Décembre	296.777	2.335	4.180	9.327	3.837	9.329	26.673	86,7
1932 Janvier	298.991	2.361	3.996	8.906	4.080	8.908	25.889	85,7
Février	301.158	2.474	3.529	8.760	3.676	8.768	24.733	87,3
Mars	303.161	2.382	3.935	9.080	3.778	9.088	25.881	86,6
Avril	304.225	2.350	3.761	8.833	3.857	8.841	25.293	85,7
Mai	305.739	2.323	3.123	7.690	3.203	7.693	21.710	86,2
Juin	307.266	2.325	3.205	7.740	3.156	7.747	21.848	86,3
Juillet	308.210	2.431	3.479	8.077	3.359	8.089	23.004	86,2
Août	309.096	2.281	3.065	7.514	3.236	7.521	21.336	86,3

(*) Au 31 décembre.

CAISSE GENERALE D'EPARGNE (sous la garantie de l'Etat).

Dépôts sur livrets (particuliers exclusivement) (1):

(Milliers de francs.)

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à la fin de la période (2)	Nombre de livrets à fin d'année
Année 1930	3.358.445	1.372.832	1.985.613	7.653.177	4.959.801
Année 1931	3.170.647	1.949.573	1.221.074	9.114.550	5.126.978
1931 Juin	244.794	165.542	79.252	8.436.394	
Juillet	272.808	183.305	89.503	8.525.897	
Août	219.825	155.251	64.574	8.590.471	
Septembre	219.962	165.371	54.591	8.645.062	
Octobre	272.958	166.278	106.680	8.751.742	
Novembre	238.668	145.081	93.587	8.845.329	
Décembre	237.740	208.818	28.922	9.114.550	
1932 Janvier	350.912	195.557	155.355	9.269.905	
Février	286.737 (3)	196.486 (3)	90.251 (3)	9.344.199 (3)	
Mars	227.063 (3)	241.817 (3)	— 14.754 (4)	9.329.445 (3)	
Avril	272.317 (3)	183.285 (3)	89.032 (3)	9.418.477 (3)	
Mai	244.686 (3)	184.728 (3)	59.958 (3)	9.492.985 (3)	
Juin	216.004 (3)	191.392 (3)	24.612 (3)	9.523.843 (3)	
Juillet	211.433 (3)	199.814 (3)	11.619 (3)	9.535.462 (3)	
Août	171.958 (3)	217.498 (3)	— 45.540 (3)	9.489.922 (3)	

(1) Les chiffres du présent tableau ne donnent que les mouvements de l'épargne pure.

(2) Les soldes des années 1930 et 1931 et celui de décembre 1931 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

(3) Chiffres approximatifs provisoires.

(4) Retraits pour souscription à l'emprunt 5 p. o. à lots.

**RAPPORT DES EFFETS IMPAYES AUX EFFETS PRESENTES A L'ENCAISSEMENT
PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.**

PÉRIODES	NOMBRE DES			MONTANT DES		
	Effets présentés	Effets impayés	%	Effets présentés	Effets impayés	%
				(milliers de francs)		
Année 1930	1.603.302	109.081	6,80	10.507.875	366.552	3,49
Année 1931	1.467.857	117.133	7,98	7.459.992	310.996	4,17
1931 Juin	120.951	9.104	7,53	526.882	22.825	4,33
Juillet	121.996	9.313	7,63	525.307	21.419	4,08
Août	117.078	9.594	8,19	522.892	22.927	4,38
Septembre	116.290	9.384	8,07	614.865	25.425	4,14
Octobre	141.344	11.000	7,78	733.619	31.317	4,27
Novembre	139.040	11.038	7,94	753.315	28.592	3,80
Décembre	136.518	12.468	9,13	747.093	33.627	4,50
1932 Janvier	122.862	11.627	9,46	759.671	31.715	4,17
Février	117.357	11.975	10,20	840.257	31.885	3,79
Mars	138.625	13.263	9,57	930.088	32.796	3,53
Avril	146.166	12.969	8,87	907.156	29.963	3,30
Mai	138.563	11.466	8,27	881.803	27.975	3,17
Juin	129.964	11.240	8,65	1.053.122	24.823	2,36
Juillet	116.475	10.824	9,29	703.830	22.716	3,23
Août	109.931	10.092	9,18	834.861	20.110	2,41

Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires.

(milliers de francs).

ACTIF	30-12-1913	17-9-1931	18-8-1932	25-8-1932	1-9-1932	8-9-1932	15-9-1932
Encaisse :							
Or	(1) 306.377	8.129.900	13.076.665	13.075.787	13.096.243	13.008.525	12.974.463
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger	170.328	4.156.799	—	—	—	—	—
Portefeuille-effets sur la Belgique et sur l'étranger (*)	603.712	4.162.848	3.291.814	3.388.375	3.505.277	3.346.455	3.241.147
Avances sur fonds publics	57.901	179.297	298.088	286.594	343.092	321.194	319.767
Bons et annuités du Trésor belge (**)	—	1.450.897	1.835.358	1.835.358	1.835.358	1.835.358	1.835.358
 PASSIF							
Billets en circulation	1.049.762	16.675.198	18.273.924	18.258.700	18.434.487	18.375.333	18.210.881
Comptes courants particuliers	88.333	1.385.218	610.351	716.062	520.332	493.684	615.826
Compte courant du Trésor	14.541	209.769	78.406	76.233	293.017	109.485	16.977
 Total des engagements à vue ..	1.152.636	18.270.185	18.962.681	19.050.995	19.247.836	18.978.502	18.843.684
 Rapport de l'encaisse aux engage- ments à vue	41,36 %	67,25 %	68,96 %	68,64 %	68,04 %	68,54 %	68,85 %
Taux d'escompte de traites acceptées.	5,— %	2,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Taux des prêts sur fonds publics	5,— %	3,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %

(1) Y compris 57.351 « Argent, billon et divers ».

(*) A partir du 28-7-32, la rubrique est dénommée « Portefeuille-effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'Etranger ».

(**) A partir du 28-7-32, la rubrique est dénommée « Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge » (Lois du 27-12-30 et du 19-7-32).

Banque du Congo Belge

Principaux postes des situations mensuelles (milliers de francs).

ACTIF	31-12-1927	31-5-1931	31-1-1932	29-2-1932	31-3-1932	30-4-1932	30-5-1932
Encaisse-or :							
Lingots et monnaies d'or	24.818	41.027	81.047	81.047	81.047	81.047	81.047
Devises-or sur l'étranger	28.768	44.424	—	—	—	—	—
Encaisses diverses et avoirs en banque	78.031	460.620	163.123	177.549	263.683	169.340	170.298
Effets sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	263.880	169.523	152.338	163.389	144.155	126.248	119.965
Comptes courants	163.234	85.157	196.615	164.051	150.782	152.540	153.790
 PASSIF							
Billets en circulation	124.619	191.040	159.840	156.621	150.168	145.036	139.890
Créditeurs :							
à vue	222.030	327.323	306.916	319.259	361.044	291.063	283.554
à terme	68.465	108.458	125.682	121.410	120.647	117.860	116.850
 Rapport de l'encaisse en valeurs-or à la circulation fiduciaire	42,99 %	44,73 %	50,70 %	51,75 %	53,97 %	55,88 %	57,94 %

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION

	depuis le	P. c.		depuis le	P. c.
Allemagne	22 septembre 1932	4	Hongrie	1 ^{er} juillet 1932	5
Autriche	24 août 1932	6	Indes	7 juillet 1932	4
Belgique	14 janvier 1932	3,50	Italie	2 mai 1932	5
Bulgarie	25 mai 1932	8	Japon	18 août 1932	4,38
Danemark	30 mai 1932	4	Lettonie	1 ^{er} octobre 1930	6
Dantzic	12 juillet 1932	4	Lithuanie	6 mai 1932	7
Espagne	8 juillet 1931	6,50	Norvège	1 ^{er} septembre 1932	4
Estonie	28 janvier 1932	5,50	Pologne	3 octobre 1930	7,50
Etats-Unis (Federal Res. Bank of New-York)	24 juin 1932	2,50	Portugal	4 avril 1932	6,50
Finlande	20 avril 1932	6,50	Roumanie	4 mars 1932	7
France	10 octobre 1931	2,50	Suède	1 ^{er} septembre 1932	3,50
Grande-Bretagne	30 juin 1932	2	Suisse	22 janvier 1931	2
Grèce	8 août 1932	10	Tchécoslovaquie	12 avril 1932	5
Hollande	19 avril 1932	2,50	Yougoslavie	20 juillet 1931	7,50

Banque des Règlements Internationaux, à Bâle

SITUATION

en milliers de francs suisses au pair monétaire.

ACTIF.

PASSIF.

	Au 31 juillet 1932		Au 31 août 1932			Au 31 juillet 1932		Au 31 août 1932	
		%		%			%		%
I. Encaisse :					I. Capital :				
A la banque et en compte courant dans d'autres banques.....	7.487	0,7	14.872	1,4	Capital autorisé: 200.000 actions de 2,500 fr. suisses-or chacune.....	} 500.000	}	500.000	
II. Fonds à vue placés à intérêts.....	65.800	6,2	91.380	8,7	Capital émis.....				
III. Portefeuille réescomptable :					Actions libérées de 25 p. c.....				
1° Effets de commerce et acceptations de banque.....	436.884	40,9	383.981	36,6	II. Réserves :				
2° Bons du Trésor.....	148.576	13,9	150.824	14,4	1° Fonds de réserve légale.....	1.318		1.318	
	585.460		534.805		2° Fonds de réserve de dividende.....	2.690		2.690	
IV. Fonds à terme placés à intérêts :					3° Fonds de réserve générale.....	5.379		5.379	
A trois mois au maximum.....	247.804	23,2	247.588	23,6		9.387	0,9	9.387	0,9
V. Effets et placements divers					III. Dépôts à long terme :				
1° A 3 mois d'échéance au maximum :					1° Compte de Trust des annuités.....	153.769	14,4	153.769	14,7
(a) Bons du Trésor.....	44.432	4,2	44.424	4,2	2° Dépôt du gouvernement allemand.....	76.884	7,2	76.884	7,3
(b) Placements divers.....	35.923	3,4	47.632	4,5	3° Fonds de garantie du gouvernem. français	68.648	6,4	68.649	6,5
2° De 3 à 6 mois d'échéance.....	71.246	6,7	59.262	5,7		299.301		299.302	
3° A plus de 6 mois d'échéance.....	1.926	0,2	1.925	0,2	IV. Dépôts à court terme et à vue :				
	153.527		153.243		1° Banques centrales pour leur compte :				
VI. Autres actifs.....	7.060	0,6	7.555	0,7	a) A trois mois au maximum.....	84.273	7,9	90.187	8,6
					b) A vue.....	490.632	46,0	463.576	44,2
						574.905		553.763	
					2° Banques centrales pour le compte d'autres déposants :				
					A vue.....	24.169	2,3	25.343	2,4
					3° Autres déposants :				
					A vue.....	6.460	0,6	6.473	0,6
					V. Postes divers.....	27.716	2,6	30.175	2,9
TOTAUX...	1.066.938	100,0	1.049.443	100,0	TOTAUX...	1.066.938	100,0	1.049.443	100,0

Banque de France

Situations hebdomadaires (milliers de francs).

DATES	Encaisse or (Monnaies et lingots)	Disponi- bilités à vue à l'étranger	Portefeuille commercial et d'effets publics			Avances sur titres	Billets au porteur en circulation	Comptes courants crédateurs	Rapport de l'encaisse-or à l'ensemble des engagements à vue %
			Effets de commerce escomptés		Effets négociables achetés				
			Sur la France	Sur l'étranger					
1930 Moyenne annuelle.	45.954.926	6.836.087	5.967.692	27.596	18.910.391	2.728.119	72.270.631	17.512.670	51,18
1931 Moyenne annuelle.	58.966.286	10.126.770	6.093.766	680.881	15.498.618	2.839.333	79.208.511	25.572.205	56,28
1931 Juillet 3	56.228.693	6.945.695	4.270.056	22.519	18.825.962	2.891.803	78.609.675	20.971.382	56,47
Août 7	58.556.751	12.209.708	4.682.277	79.616	14.912.001	2.826.527	79.007.068	24.990.565	56,31
Septembre 4	58.567.719	14.818.272	4.468.041	1.844.897	11.287.707	2.817.336	78.927.433	25.637.998	56,01
Octobre 9	60.539.238	15.727.756	7.005.535	2.489.259	10.857.666	2.844.863	81.847.181	28.642.343	54,79
Novembre 6	67.580.594	13.374.307	6.846.478	899.566	10.165.562	2.864.936	82.794.909	30.178.140	59,82
Décembre 4	67.953.568	16.159.339	6.194.871	902.904	7.480.507	2.844.087	83.021.962	29.737.717	60,26
1932 Janvier 8	69.279.466	11.131.240	5.617.692	897.469	9.307.057	2.862.374	84.921.658	27.453.192	61,65
Février 5	72.563.083	8.176.369	4.951.705	103.773	9.141.515	2.824.813	84.438.199	26.770.370	65,25
Mars 4	75.737.753	4.833.384	4.461.954	187.773	8.752.584	2.802.935	83.452.267	26.564.075	68,84
Avril 8	76.909.171	4.230.399	3.974.860	225.765	7.974.526	2.807.043	82.523.540	27.101.904	70,16
Mai 6	78.339.832	4.594.342	3.411.537	207.522	6.513.256	2.842.574	82.382.036	27.163.456	71,51
Juin 3	80.170.598	5.413.875	3.304.209	267.405	3.792.609	2.799.272	82.406.094	26.718.879	73,47
Juillet 8	82.471.684	4.524.920	3.137.656	262.778	1.522.233	2.790.654	81.931.993	26.159.649	76,30
Août 5	82.178.945	3.365.190	2.921.627	263.447	1.916.139	2.823.307	81.597.551	25.441.033	76,77
Septembre 9	82.400.237	2.979.524	3.668.353	260.340	2.099.321	2.804.895	80.680.750	27.093.766	76,46

Taux d'escompte } actuel : 2 ½ %, depuis le 10 octobre 1931.
 } précédent : 2 %, depuis le 3 janvier 1931.

Nederlandsche Bank

Situations hebdomadaires (milliers de florins).

DATES	Encaisse métallique	Portefeuille-effets		Avances sur nantisse- ments	Compte du Trésor (débitéur)	Billets en circulation	Comptes courants crédateurs (particuliers et Trésor)	Assignations de banque	Rapport de l'encaisse métallique aux engagements à vue %
		sur la Hollande	sur l'étranger						
1930 Moyenne annuelle.	447.758	51.839	230.768	92.905	5.477	819.628	27.380	388	52,84
1931 Moyenne annuelle.	626.667	66.667	193.361	100.324	1.134	916.972	103.561	309	61,29
1931 Juillet 6	533.262	43.426	228.522	97.291	—	895.585	43.701	201	56,76
Août 10	669.049	60.915	229.929	91.227	11.730	941.161	171.999	55	60,10
Septembre 7	691.441	48.155	229.661	87.883	—	957.064	146.609	40	62,65
Octobre 5	822.872	146.166	102.061	114.526	—	1.070.195	150.985	75	67,38
Novembre 9	892.515	132.748	81.549	112.805	—	1.058.273	205.581	101	70,61
Décembre 7	930.782	86.946	84.545	109.826	—	1.031.089	198.246	272	75,70
1932 Janvier 4	905.973	83.879	84.330	126.244	—	1.052.201	164.370	207	74,46
Février 8	887.871	71.024	83.771	90.952	—	991.700	157.480	55	77,26
Mars 7	906.364	64.522	84.309	92.836	—	988.123	174.249	169	75,81
Avril 4	910.397	58.828	84.410	96.678	—	996.022	163.588	99	78,50
Mai 9	947.976	52.699	88.572	101.804	—	1.013.574	181.606	144	79,31
Juin 6	989.175	49.096	88.572	96.308	—	1.005.293	221.650	180	80,61
Juillet 4	1.017.010	47.049	68.653	101.729	—	1.017.006	241.221	295	80,81
Août 8	1.039.685	44.480	71.336	85.228	4.899	995.654	270.888	231	82,07
Septembre 5	1.051.267	40.588	71.336	81.681	—	1.002.766	263.264	46	83,03

Taux d'escompte } actuel : 2 ½ %, depuis le 19 avril 1932.
 } précédent : 3 %, depuis le 29 septembre 1931.

Banque d'Angleterre

Situations hebdomadaires (milliers de £).

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation	Dépôts	Rapport de l'encaisse du Banking Department au solde des dépôts (prop. of reserv. to liabilities) %
	Or (Issue Department)	Monnaies d'or et d'argent (Banking Department)	Valeurs garanties par l'État	Escomptes et avances	Autres valeurs	Ensemble			
1930 Moyenne annuelle.	155.209	865	49.148	7.956	17.959	75.064	358.414	114.742	50,2
1931 Moyenne annuelle.	139.882	1.015	46.125	11.476	27.727	85.323	355.091	119.383	43,6
1931 Juillet 9	164.619	1.192	31.826	7.102	27.837	66.765	359.258	115.265	57,7
Août 6	133.517	1.311	49.311	9.019	23.283	81.613	365.252	108.052	41,2
Septembre 10	135.895	1.312	51.146	8.291	27.743	87.180	353.931	127.189	45,8
Octobre 8	135.239	1.326	64.126	16.898	25.715	106.739	359.324	141.334	36,9
Novembre 5	120.690	1.219	57.826	10.751	32.090	100.667	358.857	121.023	31,4
Décembre 10	120.712	805	60.616	12.551	31.401	104.568	358.850	124.359	30,2
1932 Janvier 7	120.750	575	64.891	19.899	35.789	120.579	362.859	136.010	24,6
Février 4	120.765	548	40.701	13.634	40.120	94.455	347.666	124.974	38,9
Mars 10	120.802	654	54.371	11.545	44.930	110.846	354.475	134.585	31,1
Avril 7	120.807	630	51.111	12.164	40.910	104.185	359.791	123.180	29,7
Mai 5	120.816	644	69.076	11.585	19.228	99.889	356.580	122.027	32,6
Juin 9	131.721	741	74.260	12.612	25.622	112.494	357.238	144.897	34,6
Juillet 7	136.144	821	67.627	14.991	26.247	108.865	366.679	136.112	33,2
Août 4	138.563	836	75.979	14.314	20.917	111.210	374.728	132.747	29,8
Septembre 7	139.031	926	69.933	12.274	18.611	100.818	365.122	132.423	37,6

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 30 juin 1932.
précédent : 2,50 %, depuis le 12 mai 1932.

Reichsbank (Allemagne)

Situations hebdomadaires (milliers de Rm.).

DATES	Encaisse or	Devises admises dans la couverture des billets	Monnaies divi-sionnaires	Portefeuille-effets	Avances sur nantissements	Bons du Trésor escomptés	Billets en circulation	Divers engagements à vue	Rapport de l'or et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1930 Moyenne annuelle.	2.446.203	359.813	152.455	1.786.063	104.197	19.319	4.361.383	481.007	57,95
1931 Moyenne annuelle.	1.711.071	203.283	138.225	2.609.395	172.355	38.099	4.228.484	425.627	41,13
1931 Juillet 7	1.421.756	370.989	84.354	2.554.992	224.477	3.420	4.110.418	342.762	40,26
Août 7	1.365.024	307.211	60.395	3.462.726	167.530	116.470	4.375.601	780.581	32,43
Septembre 7	1.370.514	400.438	80.538	3.021.383	151.417	4.080	4.292.061	434.105	37,47
Octobre 7	1.219.268	141.540	78.857	3.688.054	167.559	40.410	4.522.918	500.463	27,09
Novembre 7	1.101.298	160.650	93.841	3.830.091	112.268	30	4.541.599	398.903	25,54
Décembre 8	1.005.116	170.466	122.246	3.881.417	190.882	22.430	4.591.576	415.950	23,48
1932 Janvier 7	979.043	162.252	140.053	3.854.092	99.016	17.030	4.575.551	417.212	22,86
Février 6	928.341	146.750	140.474	3.461.736	129.038	22.080	4.276.132	332.941	23,33
Mars 7	880.006	156.409	133.582	3.268.316	218.430	34.180	4.178.896	318.872	23,04
Avril 7	878.742	141.708	175.964	3.172.694	100.415	3.680	4.085.675	370.263	22,90
Mai 7	851.110	133.254	197.797	3.145.676	110.974	10.040	3.990.865	362.836	22,61
Juin 7	848.421	138.163	236.412	3.031.413	129.239	6.280	3.889.407	357.522	23,23
Juillet 7	806.137	138.871	214.733	3.152.000	103.831	1.510	3.876.601	401.713	22,09
Août 6	762.961	131.394	208.592	3.043.946	106.160	27.120	3.822.084	333.919	21,52
Septembre 7	768.436	157.181	206.898	2.951.956	103.502	14.540	3.688.799	388.510	22,70

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 22 septembre 1932.
précédent : 5 %, depuis le 28 avril 1932.

Banque Nationale Suisse

Situations hebdomadaires (milliers de fr. s.).

DATES	Encaisse or	Disponi- bilités « or » à l'étranger	Portefeuille effets sur la Suisse	Avances sur nantisse- ments	Correspon- dants	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue en %
1930 Moyenne annuelle	(1) 613.893	347.019	49.424	43.058	30.204	898.726	199.273	87,51
1931 Moyenne annuelle	1.173.709	330.366	41.147	46.465	26.237	1.147.761	514.042	90,51
1931 Juillet	7 839.538	416.944	26.706	46.053	24.797	1.047.792	346.699	90,10
Août	7 1.189.508	496.863	53.873	56.645	22.802	1.236.942	619.502	90,84
Septembre	7 1.215.039	570.154	36.823	50.499	27.729	1.277.708	657.203	92,26
Octobre	7 1.726.610	354.980	53.542	54.257	24.360	1.433.302	770.833	94,44
Novembre	7 2.199.421	92.827	74.465	54.661	17.764	1.461.499	971.645	94,21
Décembre	7 2.200.850	145.086	30.933	49.813	10.254	1.458.288	977.184	96,32
1932 Janvier	7 2.400.785	100.286	34.229	63.150	13.246	1.538.410	1.067.812	95,97
Février	6 2.446.119	109.969	27.292	53.115	9.974	1.490.659	1.147.437	96,89
Mars	7 2.458.261	108.396	23.732	50.493	8.557	1.481.306	1.162.853	97,07
Avril	7 2.438.611	110.123	53.207	46.546	9.211	1.490.071	1.160.390	96,16
Mai	7 2.459.313	96.860	47.755	41.625	10.470	1.507.412	1.142.945	96,45
Juin	7 2.584.893	70.527	19.852	44.021	8.853	1.511.535	1.208.558	97,62
Juillet	7 2.606.786	71.269	16.410	46.067	8.779	1.550.134	1.188.257	97,80
Août	6 2.637.286	58.190	14.800	44.057	9.272	1.543.326	1.213.081	97,79
Septembre	7 2.637.508	65.303	13.979	41.452	7.836	1.535.372	1.224.455	97,93

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 22 janvier 1931.
précédent : 2 ½ %, depuis le 10 juillet 1930.

(1) Jusqu'au 1^{er} avril 1930, l'argent était compris dans l'encaisse servant de couverture.

Banque de Pologne

Situations hebdomadaires (milliers de zloty).

DATES	Encaisse métallique	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères ne servant pas de couverture	Portefeuille effets	Avances sur titres	Billets en circulation	Exigibilités à vue (y compris le compte courant du Trésor)	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue en %
1930 Moyenne annuelle	663.274	290.246	113.125	639.150	74.159	1.274.189	324.192	59,66
1931 Moyenne annuelle	572.881	182.575	121.833	598.399	91.101	1.195.097	242.042	52,57
1931 Juillet	10 567.795	205.276	119.951	570.863	78.951	1.187.400	293.657	52,20
Août	10 567.903	147.613	126.657	635.263	88.397	1.216.145	243.218	49,03
Septembre	10 568.013	143.787	138.047	627.318	98.197	1.185.764	252.029	49,51
Octobre	10 576.047	98.989	130.627	630.242	111.541	1.187.045	216.485	48,10
Novembre	10 595.826	78.666	133.513	623.792	113.057	1.176.794	218.594	48,34
Décembre	10 600.350	80.617	119.892	619.694	115.483	1.168.350	227.860	48,77
1932 Janvier	10 600.412	88.407	124.117	651.838	124.432	1.137.006	263.422	49,19
Février	10 602.293	69.479	116.471	641.851	120.483	1.111.536	235.029	49,89
Mars	10 608.403	49.457	119.537	629.133	115.857	1.111.721	196.039	50,30
Avril	10 573.564	67.392	116.112	629.490	115.014	1.100.705	197.865	49,36
Mai	10 544.228	71.979	117.602	614.342	115.870	1.104.259	169.380	48,38
Juin	10 524.031	45.245	112.780	636.209	114.731	1.076.628	152.242	46,33
Juillet	10 479.371	48.325	109.305	663.949	124.201	1.083.912	169.078	42,11
Août	10 475.615	45.225	101.635	659.095	121.674	1.068.325	163.304	42,29
Septembre	10 479.200	47.201	106.667	636.833	116.074	1.049.123	170.787	43,15

Taux d'escompte { actuel : 7,50 %, depuis le 3 octobre 1930.
précédent : 6,50 %, depuis le 13 juin 1930.

Federal Reserve Banks

Situations hebdomadaires (milliers de \$).

DATES	Réserve « or »	Autres réserves	Effets escomptés	Effets achetés sur le marché libre	Fonds publics nationaux	Billets en circulation (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associés, Trésor et particuliers)	Rapports du total des réserves aux engagements à vue %
1930 Moyenne annuelle	3.005.581	166.764	253.994	213.324	565.213	1.488.217	2.448.086	80,6
1931 Moyenne annuelle	3.159.905	170.572	327.012	239.908	669.553	1.851.113	2.464.782	77,2
1931 Juillet	3.427.905	164.042	162.386	91.788	667.953	1.736.922	2.527.346	84,2
Août	3.429.037	165.761	188.575	66.074	680.631	1.772.672	2.510.447	83,9
Septembre	3.470.046	158.717	260.232	197.788	728.065	2.010.322	2.553.730	79,5
Octobre	3.036.950	156.198	463.393	581.356	738.345	2.269.989	2.486.033	67,1
Novembre	2.772.746	160.639	705.224	642.033	727.576	2.447.069	2.319.271	61,5
Décembre	2.969.118	167.855	725.182	389.219	717.193	2.484.892	2.259.498	66,1
1932 Janvier	2.985.552	173.635	818.216	275.306	765.945	2.651.026	2.169.419	65,5
Février	2.970.182	197.321	855.168	156.100	748.995	2.664.003	2.054.001	67,1
Mars	2.959.420	207.869	747.979	137.584	785.123	2.617.381	1.989.158	68,8
Avril	3.032.202	212.544	635.274	57.946	885.014	2.561.573	2.020.161	70,8
Mai	2.992.421	210.825	505.801	44.522	1.286.881	2.561.646	2.237.102	66,8
Juin	2.626.961	203.339	501.911	35.717	1.644.567	2.557.119	2.270.202	59,4
Juillet	2.578.450	189.359	499.826	77.353	1.801.065	2.868.163	2.044.992	56,3
Août	2.680.426	200.706	451.938	38.720	1.851.011	2.843.605	2.134.685	57,9
Septembre (1)	2.794.570		454.010			2.831.760	2.220.160	59,2

Taux d'escompte de la Federal Reserve Bank of New-York { actuel : 2,50 % depuis le 22 juin 1932.
précédent : 3 % depuis le 26 février 1932.

(1) Chiffres provisoires.

Banque d'Italie

Situations hebdomadaires (milliers de Lit.).

DATES	Encaisse or	Devises et avoirs à l'étranger admis dans la couverture des billets	Effets sur l'Italie	Avances sur nantissém.	Comptes courants débiteurs	Billets en circulation	Assignations sur la Banque	Comptes courants productifs et compte courant du Trésor	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1930 Moyenne annuelle.	5.231.925	4.881.749	3.008.226	1.196.725	194.149	15.929.432	423.711	1.511.025	56,61
1931 Moyenne annuelle.	5.398.642	3.506.250	3.375.455	1.204.185	178.865	14.679.170	378.928	1.758.307	52,95
1931 Juin	5.323.278	3.989.647	2.666.768	1.226.353	103.771	14.629.867	354.055	1.545.593	56,34
Juillet	5.368.502	3.862.570	3.026.780	1.199.693	108.791	14.679.619	446.074	1.480.391	55,59
Août	5.372.031	3.494.987	3.168.116	1.084.363	143.638	14.592.890	376.997	1.890.074	52,59
Septembre	5.373.734	3.438.912	3.132.205	1.147.119	83.491	14.634.598	347.649	1.495.349	53,48
Octobre	5.447.582	2.752.999	3.592.341	1.230.293	207.187	14.335.030	308.624	1.542.511	50,66
Novembre	5.625.967	2.436.823	3.825.016	1.374.032	232.702	14.360.068	367.633	1.476.515	49,76
Décembre	5.625.983	2.302.916	3.856.677	1.183.226	66.773	14.152.232	338.978	2.014.365	48,04
1932 Janvier	5.626.332	2.103.661	4.569.463	886.422	60.717	14.213.249	362.031	2.243.785	45,96
Février	5.626.349	1.794.219	4.263.697	984.226	49.194	13.748.255	328.004	1.791.985	46,76
Mars	5.626.359	1.656.956	4.633.031	970.457	81.420	13.835.697	347.551	1.445.590	46,60
Avril	5.628.576	1.509.668	4.654.819	958.805	89.938	13.622.104	346.102	1.387.853	46,48
Mai	5.631.297	1.487.277	4.709.154	1.062.436	105.550	13.230.060	340.588	1.331.038	47,77
Juin	5.655.764	1.432.881	4.660.807	1.313.803	242.854	12.916.643	327.759	1.212.653	49,03
Juillet	5.676.359	1.398.422	4.908.377	1.140.110	87.318	13.255.563	377.062	1.377.628	47,13
Août	5.714.988	1.388.450	4.753.691	893.787	95.029	13.420.373	353.808	1.382.301	46,87

Taux d'escompte { actuel : 5 %, depuis le 2 mai 1932.
précédent : 6 %, depuis le 21 mars 1932.